



Ministry of Foreign Affairs

#EU4YOUTH



Politique jeunesse et participation des jeunes dans les politiques publiques en Tunisie

Restitution des paroles des principaux
acteurs ayant participé au Forum

« Jeunes acteurs
et partenaires dans
la vie publique »

Tunis, 22 février 2023

Restitution des paroles des principaux acteurs
ayant participé au Forum

« Jeunes acteurs et partenaires
dans la vie publique »

Tunis, 22 février 2023



Table des matières

Introduction	9
Contexte de l'organisation de l'événement	9
Objectifs de l'événement	9
Format de l'événement	10
Participant.e.s à l'événement	10
Données statistiques sur les participants au Forum	11
Objectif et architecture du présent document	11
I. Séance d'ouverture : politique de coopération inclusive en faveur des jeunes	12
I.1. Touhami Rhaïem : Appui aux municipalité et entrepreneuriat des jeunes	12
I.1.1. Appui aux municipalités	12
I.1.2. Aide financière aux jeunes	13
I.1.3. Appui en faveur du ministère de la jeunesse et des sports	13
I.1.4. Avancement du projet	13
I.2. Chiheb Baizig : politiques publiques multisectorielles et approche participative	14
I.2.1. Cadre du projet Fe3il.a	14
I.2.2. Politiques publiques multisectorielles et approche participative	14
I.2.3. Outils pour faciliter la participation des jeunes	15
I.3. Maha Zaoui : participation des jeunes dans la chose publique	15
I.3.1. Engagement du ministère de la jeunesse et des sports dans les politiques de participation des jeunes	16
I.3.2. Renouvellement de confiance entre jeunes et ministère de la jeunesse et des sports	16
I.3.3. Engagement du ministère de la jeunesse et des sports dans la facilitation de la réussite du projet	16
I.4. Olivier Hack : la parole aux jeunes	17
I.4.1. Développement de mécanismes pour faire entendre la voix des jeunes	17
II. Première séance : paroles aux jeunes et interaction des responsables des institutions de l'État	18
II.1. Municipalité d'Agareb	18
II.1.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité d'Agareb	18
A. Islem Alouane : la société n'accepte pas que les filles se produisent dans le cirque	18
B. Aya Souayah : inadéquation des horaires des espaces aux emplois du temps des jeunes	19
C. Mohamed Ali Berkika : les maisons de jeunes ne sont pas adaptées pour la pratique des arts du cirque	19
D. Abdelkhalek Ammar : proposition de création d'un conseil local de jeunes	20
II.1.2. Témoignages des responsables d'Agareb	20
A. Foued Ben Lachheb : nous construisons les futurs leaders du pays	20
B. Safouene Guetat : les maisons de jeunes pour l'encadrement de la jeunesse	21
II.2. Municipalité de Ben Guerdane	22
II.1.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Ben Guerdane	22

A. Houyem Chandoul : le manque de confiance des jeunes en les responsables	22
B. Rihab Abdelkbir : les jeunes sont récupéré.e.s par le secteur informel	22
C. Mouadh Sayari : pour favoriser la participation faire basculer l'illégalité vers la légalité	23
II.2.2. Témoignages des responsables de Ben Guerdane	23
A. Mohamed Ridha Abdelkbir : les jeunes pour le renouvellement de l'administration	23
B. Lassaad Amami : la commission pour les jeunes, les enfants et le sport revient aux jeunes	23
II.2.3. Témoignage de la représentante du ministère de l'intérieur : le code des collectivités locales encourage la participation	23
II.3. Municipalité de Chrayaa Machrak Shams	24
II.3.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Chrayaa Machrek Shams	24
A. Imed Chahbi : mobiliser et encadrer les jeunes pour leur donner des compétences	24
B. Mohamed Amine El Kadhi: restaurer un climat de confiance entre les jeunes et l'État	24
C. Khadija Salhi : manque d'espaces et de structures pour l'encadrement des garçons	25
II.3.2. Témoignages des responsables de Chrayaa Machrek Shams	25
A. Najem Salhi : absence d'un diagnostic des besoins des jeunes	25
B. Ezzedine Chebbi : les jeunes sont une partie de la solution	25
II.4. Municipalité de Djerba Ajim	26
II.4.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Djerba Ajim	26
A. Sana Lachheb : les responsables n'écourent pas les jeunes qui doivent arracher leurs droits	26
B. Souha Jouili : il est impossible que les jeunes de Ajim renoncent à leurs droits.	27
C. Hassen Kerdi : instauration de la culture de la participation à travers les espaces de communication directe	28
II.4.2. Témoignages des responsables de Djerba Ajim	28
A. Radhia Laghouane : les problèmes ne peuvent pas être résolus qu'au niveau local	28
II.5. Municipalité de Douar Hicher	30
II.5.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Douar Hicher	30
A. Sarra Jeffeli : les jeunes n'assistent pas aux réunions s'ils ne vont pas en tirer un bénéfice concret	30
B. Ahlem Saidani : les jeunes sont une force à exploiter	30
C. Ahlem Ayari : les jeunes veulent du concret	30
D. Housseem Kouri : si les jeunes trouvaient du travail, ils participeraient à la vie publique	31
II.5.2. Témoignages des responsables de Douar Hicher	31
A. Mokhtar Gharbi : certains responsables ont encore une mentalité liée à la centralisation	31
B. Mohsen Msadak : les jeunes de Douar Hicher veulent travailler	31
II.6. Municipalité d'El Aroussa	32
II.6.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité d'El Aroussa	32
A. Radhouane Ferchichi : les jeunes ne participent pas à la vie publique parce qu'ils n'ont pas de moyens de subsistance	32
B. Hela Bouhjar : les jeunes veulent avancer, mais il n'y a pas de travail à El Aroussa	32



II.6.2. Témoignages des responsables d'El Aroussa	33
A. Chawki Yahya : les jeunes doivent arracher leur place pour être acteurs	33
B. Kéfi El Mejri : les institutions de la jeunesse doivent avoir un rôle économique, social et de solidarité	33
II.7. Municipalité de Jemna	33
II.7.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Jemna	33
A. Rahma Taïeb : incapacité des pouvoirs locaux de communiquer avec les jeunes	33
B. Mouna Halfi : encadrer les compétences et les capacités des jeunes	34
II.7.2. Témoignages des responsables de Jemna	34
A. Sofiane Tarek : écouter et apprécier les initiatives des jeunes	34
B. Sofien Najah : des réunions municipales en ligne pour une meilleure participation des jeunes	34
II.8. Municipalité de Medjez El-Bab	34
II.8.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Medjez El-Bab	35
A. Rayen Moussa : les instagrameur.se.s peuvent être un relais important pour mobiliser les jeunes	35
B. Moataz Mattoussi : utiliser le digital pour communiquer avec les jeunes	35
C. Aya Riahi : l'information n'arrive pas aux jeunes	35
D. Roudaïna Hamemi : réaménager les espaces pour les jeunes	36
II.7.2. Témoignages des responsables de Medjez El-Bab	36
A. Mohamed Jalel : la municipalité n'est pas responsable des jeunes, c'est la responsabilité du ministère de la jeunesse et des sports	36
B. Wafa Chafraoui : tout ce que les jeunes expriment est juste	36
III. Deuxième séance : participation des jeunes dans l'action publique	37
III.1. Présentation des principaux résultats relatifs à la participation des jeunes de l'étude base-line auprès des bénéficiaires du projet Fe3il.a	37
III.1.1. Béchir Lassoued : les jeunes ne participent pas parce qu'ils ne trouvent pas les réponses à leurs demandes	37
III.2. Présentation des principaux résultats de l'étude de l'inventaire et d'analyse des mécanismes de participation des jeunes dans les municipalités partenaires du projet Fe3il.a	38
III.2.1. Fayçal Dchiha : il faut passer de la consultation à la concertation	38
III.3. Implication des jeunes dans une politique nationale	40
III.3.1. Donia Jemail : il n'y a pas de changement sans participation	40
IV. Troisième séance : initiatives pour et avec les jeunes	41
IV.1. Témoignages de jeunes promoteurs diplômés des instituts supérieurs du sport et de l'éducation physique	41
A. Mohamed Amine Boutaleb : une salle de sport tournée vers l'innovation sportive	41
B. Wejdene Labid : une salle de sport pour les femmes et les enfants autistes/troubles de l'apprentissage	41
C. Borhène El Frioui : une salle de sport multi spécialités	41
D. Emna Chorfi : salle de sport pour les enfants autistes/problème de l'apprentissage/hyperactifs et les femmes en surcharge pondérale	41
E. Achraf Grandi : une salle de sport adaptée aux besoins de chaque individu	42

F. Hedi Mosbeh : un projet innovateur qui allie sport et tourisme sportif	42
IV.2. Témoignage des jeunes issu.e.s de la municipalité de Smar	42
A. Othmen Raouane : former des entraîneurs en vue d'encadrer les talents de demain	43
B. Achraf Brini : les jeunes ont beaucoup d'idées à apporter à la gestion du terrain de mini foot	43
C. Rabeb Fellah : le sport permet de dégager les énergies négatives	43
IV.3. Témoignage des responsables de Smar	43
IV.3.1. Taher Nagadh : des projets sportifs pour impliquer les jeunes dans le développement local	43
IV.4. L'engagement du projet Fe3il.a en faveur d'associations de jeunesse	44
IV.5. Interventions de responsables relatives à leurs expériences en matière de participation et de gouvernance locale	44
A. Imène Fehri : en Tunisie il y a de belles expériences pour lesquelles il n'y a pas d'évaluation	44
B. Yassine Trabelsi : les municipalités, même dans un contexte de gouvernance locale ne peuvent pas avancer sans budget	45
C. Kamel Lahmar : Smar œuvre pour les jeunes en donnant la priorité au développement local	45
D. Habib Smaoui : changer les mentalités des responsables	45
V. Clôture du forum	46
A. Touhami Rhaïem : la voix des jeunes sera mieux entendue au niveau local à travers la société civile	46
B. Maha Zaoui : le rôle des responsables est de restaurer la confiance des jeunes	46

Introduction

Les jeunes en Tunisie représentent environ 1/3 de la population¹. Ils constituent une force et un atout majeurs pour le pays qui doit faire face à de nombreux défis, notamment, politiques, économiques et sociaux. Malgré les avancées en matière de démocratie et de gouvernance locale, force est de constater un essoufflement au niveau de la participation des Tunisiens, notamment des jeunes, dans la chose publique. Le premier tour des élections législatives (décembre 2022) en est un exemple, avec un taux général de participation de 11.22% et une faible participation des jeunes de 18-25 ans.

Les jeunes tunisiens se désengagent de la vie publique. Un fossé se creuse entre cette population en pleine effervescence et les responsables impliqués dans la prise de décisions concernant cette tranche d'âge. À ce titre, le Forum « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique » se présente comme une occasion de donner la parole aux jeunes tunisiens face aux responsables nationaux et locaux impliqués dans les postes de décision : il s'agit d'une confrontation d'idées des jeunes avec d'autres jeunes et avec les acteurs institutionnels nationaux et locaux en relation avec les affaires de la jeunesse. Le Forum est l'une des activités, parmi d'autres, du projet Fe3il.a qui vise à favoriser une participation inclusive des jeunes dans la vie publique.

Contexte de l'organisation de l'événement

Répondant aux priorités de la politique de coopération avec la Tunisie, la Délégation de l'Union Européenne (DUE) a initié en partenariat avec l'État tunisien un programme de soutien à la jeunesse tunisienne « EU4Youth » dont l'objectif général est de contribuer à l'amélioration de l'inclusion économique, sociale et politique des jeunes tunisiens les plus défavorisés à travers une approche de développement local. Dans le cadre de ce programme, CILG-VNG International et VNG International ont mis en œuvre le projet « Politique jeunesse et participation des jeunes dans les politiques publiques en Tunisie – Fe3il.a » (2021-2025). Le projet Fe3il.a a pour objectif l'atteinte des deux résultats suivants :

- les jeunes et les problématiques liées à la jeunesse sont inclus dans la conception et la mise en œuvre des initiatives et politiques publiques locales, en cohérence avec la planification municipale, identifiée et mise en œuvre en concertation avec les organisations de la société civile de la commune ;
- les jeunes et les problématiques liées à la jeunesse sont inclus dans les politiques nationales et les systèmes de gouvernance régionaux et locaux de mise en œuvre des dites politiques.

À l'échelle locale, le projet Fe3il.a intervient dans les 9 municipalités partenaires suivantes (par ordre alphabétique) :

- Agareb (Gouvernorat de Sfax) ;
- Ben Guerdane (Gouvernorat de Médenine) ;
- Chrayaa Machrak Shams (Gouvernorat de Kasserine) ;
- Djerba Ajim (Gouvernorat de Médenine) ;
- Douar Hicher (Gouvernorat de Manouba) ;
- El Aroussa (Gouvernorat de Siliana) ;
- Jemna (Gouvernorat de Kébili) ;
- Medjez El-Bab (Gouvernorat de Béja) ;
- Smar (Gouvernorat de Tataouine).

Dans ce contexte, le projet Fe3il.a a organisé le mercredi 22 février 2023 à la Cité des Sciences de Tunis, un forum d'échanges sous le thème « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique ».

Objectifs de l'événement

Les objectifs de ce forum sont les suivants :

- échanger autour de la participation des jeunes, des deux sexes, dans la vie publique locale et nationale ;
- cerner les facteurs et les espaces favorisant la participation des jeunes, des deux sexes, dans l'action publique à l'échelle nationale et locale ;

¹ Institut National de la Statistique, Estimation de la population au 1^{er} juillet 2021, URL : <http://www.ins.tn/statistiques/111>.



- cerner les facteurs entravant la participation des jeunes, des deux sexes, dans l'action publique à l'échelle nationale et locale ;
- identifier les bonnes pratiques en matière de participation des jeunes, des deux sexes, dans la vie publique ;
- élaborer des recommandations visant le développement des mécanismes de participation des jeunes, des deux sexes, dans la vie publique.

Format de l'événement

Le Forum d'échanges « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique » s'est déroulé selon une formule dynamique et interactive qui s'est articulée autour des axes suivants :

- interventions d'acteurs nationaux et locaux autour de la participation des jeunes, des deux sexes, dans la vie publique et l'action publique ;
- interventions de spécialiste en matière de jeunesse et de participation ;
- témoignages de jeunes et d'acteurs associatifs ;
- témoignages de jeunes promoteurs diplômés des instituts supérieurs du sport et de l'éducation physique ;
- prise de parole des jeunes, des deux sexes, autour des thématiques traitées ;
- projection de vidéos.

Participant.e.s à l'événement

L'événement a réuni environ 100 participant.e.s, notamment :

- les représentant.e.s des organismes publics concernés par la jeunesse, la décentralisation et la gouvernance locale à l'échelle nationale et locale ;
- les représentant.e.s des conseils municipaux des communes partenaires du projet Fe3il.a ;
- les jeunes issu.e.s des différentes régions du pays ;
- les représentant.e.s de la société civile ;
- les représentant.e.s des organismes techniques et financiers internationaux ;
- les professionnel.le.s des médias ;
- les personnes-ressources.

Données statistiques sur les participants au Forum

Répartition des participants par sexe et tranche d'âge			
	Moins de 35 ans	Plus de 35ans	Total
Hommes	19	38	57
Femmes	34	8	42
Total	53	46	99
Répartition des jeunes par sexe			
	Moins de 35 ans	Plus de 35ans	Total
Hommes	17	-	17
Femmes	31	-	31
Total	48	-	48
Répartition des acteurs locaux par sexe et tranche d'âge			
	Moins de 35 ans	Plus de 35ans	Total
Hommes	1	24	25
Femmes	2	5	7
Total	3	28	31
Répartition des acteurs régionaux par sexe et tranche d'âge			
	Moins de 35 ans	Plus de 35ans	Total
Hommes	0	7	7
Femmes	1	2	3
Total	1	9	10
Répartition des représentants des organismes nationaux par sexe et tranche d'âge			
	Moins de 35 ans	Plus de 35ans	Total
Hommes	1	8	9
Femmes	0	1	1
Total	1	9	10
Total			99

Objectif et architecture du présent document

Ce document a pour objectif de restituer de manière synthétique la parole des différents acteurs ayant participé au forum « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique ». Il est construit de manière à focaliser sur la parole des jeunes issu.e.s des zones d'intervention du projet Fe3il.a en vue d'apporter un éclairage sur leurs attentes et leurs aspirations. Il s'agit à travers ce texte de contribuer à donner une meilleure visibilité de cette population en faisant parvenir sa voix aux décideurs nationaux et locaux.

Par ailleurs, ce document restitue également la parole des acteurs responsables des politiques publiques s'intéressant à la jeunesse qui ont donné la réplique aux jeunes qui se sont exprimé.e.s et des experts auprès du projet Fe3il.a qui ont contribué à apporter des éclaircissements concernant la participation des jeunes dans l'action publique et concernant l'engagement de ce projet en faveur des associations de jeunesse.

Ce présent document retrace le déroulement chronologique du Forum « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique ». Il s'articule en 5 parties. La première partie documente la séance d'ouverture à travers les allocutions des acteurs institutionnels partenaires du projet Fe3il.a. La deuxième partie restitue la parole des jeunes issu.e.s des municipalités partenaires du projet Fe3il.a. La troisième partie documente les interventions des consultants auprès du projet Fe3il.a relatives à la participation des jeunes dans l'action publique. La quatrième partie, quant à elle, restitue la parole des jeunes promoteurs diplômé.e.s des instituts supérieurs des sports et de l'éducation physique et documente l'engagement du projet Fe3il.a en faveur d'associations de jeunesse. La cinquième partie retrace la séance de clôture du Forum.



I. Séance d'ouverture : politique de coopération inclusive en faveur des jeunes

L'ouverture du Forum « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique » a focalisé sur l'accompagnement des jeunes à la participation dans la chose publique et leur soutien pour l'accès à l'entrepreneuriat et à l'autonomisation.

I.1. Touhami Rhaïem

Appui aux municipalité et entrepreneuriat des jeunes

Le mot de bienvenue de Touhami Rhaïem, chef du projet Fe3il.a s'articule en quatre points : (1) l'appui aux institutions, (2) l'aide aux jeunes, (3) l'appui en faveur du ministère de la jeunesse et des sports et (4) l'avancement du projet.



I.1.1. Appui aux municipalités

Touhami Rhaïem a mis l'accent sur la contribution de l'Union européenne en faveur des jeunes tunisien.ne.s. Pour le chef du projet Fe3il.a, c'est l'entrepreneuriat et les jeunes à travers l'entrepreneuriat qui créent la richesse et non pas le gouvernement. Selon lui, le gouvernement doit créer un environnement propice pour la création de l'emploi et c'est dans cette perspective que le projet Fe3il.a, qui s'étalera jusqu'en 2025, s'intéresse principalement à l'aspect local à travers l'accompagnement de 9 municipalités. Touhami Rhaïem explique qu'il s'agit d'un appui au niveau de l'administration, de la gouvernance locale et de la planification municipale. En d'autres termes, il s'agit d'un travail pour appuyer les municipalités pour augmenter la participation des jeunes, pour leur permettre de faire parvenir leur voix, leurs problématiques, leurs inquiétudes au niveau local, régional et national pour une meilleure inclusion des jeunes dans les politiques du pays.

Touhami Rhaïem a insisté sur l'idée d'assister les municipalités en matière de jeunesse tout en faisant un travail avec les associations des jeunes avec une aide financière qui va directement à ces associations pour qu'elles sachent aider, gérer, écouter et transmettre les problématiques des jeunes au plus haut niveau, au niveau local, régional et national.

I.1.2. Aide financière aux jeunes

Touhami Rhaïem a, ensuite, parlé de l'aide financière directe aux jeunes pour développer l'entrepreneuriat : apprendre aux jeunes à compter sur eux-mêmes et sur leurs moyens. Il a rappelé que le projet Fe3il.a travaille directement avec les jeunes et qu'il est important d'aider les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat et à les former pour qu'ils puissent créer leur entreprise, à savoir, comment élaborer un plan d'affaires, comment se lancer en affaires avec une aide financière. Touhami Rhaïem a rappelé que les jeunes ont très peu de chances d'avoir des crédits bancaires pour lancer leur affaire. C'est pourquoi, dit-il que l'Union européenne consciente de ces problèmes, intervient directement à travers ce projet pour aider financièrement les jeunes à se lancer en affaires. Le projet a commencé par les jeunes diplômé.e.s en éducation physique qui sont au chômage : 11 jeunes ont été sélectionné.e.s et formés. Et Touhami Rhaïem d'expliquer que suite à un appel lancé dans 5 gouvernorats pour les microprojets en faveurs des jeunes, des centaines de demandes sont parvenues : le tri et la sélection ont débuté et bientôt les résultats seront annoncés pour que des jeunes aient des subventions pour lancer leur entreprise.

I.1.3. Appui en faveur du ministère de la jeunesse et des sports

Touhami Rhaïem cite le ministère de la jeunesse et des sports en tant que partenaire et acteur principal dans ce projet en faveur des jeunes. Il remercie le ministère pour ses efforts et sa collaboration et pour avoir permis la faisabilité du projet. Touhami Rhaïem explique que le projet intervient également pour appuyer le ministère : il s'agit d'aider le ministère à organiser ses efforts pour mieux aider les jeunes à trouver de l'emploi, pour créer de l'emploi et pour s'intégrer dans la vie en écoutant leur voix et leurs problématiques et en intégrant cette voix-là dans les politiques nationales de la jeunesse.

I.1.4. Avancement du projet

Touhami Rhaïem explique que le but de ce forum est également de partager l'avancement du projet Fe3il.a et de montrer où il en est. Il s'agit pour lui, de faire part de cette expérience à travers la voix des jeunes impliqués dans ce projet et les bénéficiaires des subventions. Touhami Rhaïem explique que le projet travaille avec 30 associations qui vont très bientôt recevoir des subventions ; il en est de même pour les 11 jeunes diplômé.e.s en éducation physique et des jeunes sélectionné.e.s pour les projets sportifs. Il dit que l'équipe du projet Fe3il.a va apprendre de cette expérience qu'elle va s'améliorer et se bonifier tout en continuant d'appuyer les jeunes de la Tunisie avec l'aide du ministère et de l'Union européenne.

M. Touhami a terminé son mot de bienvenue, en présentant les principaux acteurs institutionnels impliqués dans le projet : M. Olivier Hack, chargé de programmes – section gouvernance à la délégation de l'Union européenne, Mme Maha Zaoui, chargée de mission au ministère de la jeunesse et des sports et M. Chiheb Baizig, directeur exécutif de CILG-VNG International.

I.2. Chiheb Baizig

Politiques publiques multisectorielles et approche participative

Dans son intervention Chiheb Baizig, directeur exécutif de CILG-VNG International, a commencé par remercier les acteurs institutionnels partenaires du projet Fe3il.a : Olivier Hack, chargé de programmes – section gouvernance à la délégation de l'Union européenne et Maha Zaoui, chargée de mission au ministère de la jeunesse et de sports. Il a ensuite exposé le cadre du projet Fe3il.a, puis il a parlé du volet concernant l'approche participative du projet Fe3il.a. L'exposé de Chiheb Baizig s'est décliné en trois points : (1) le cadre du projet Fe3il.a, (2) les politiques publiques multisectorielles et approche participative, et (3) les outils pour faciliter la participation des jeunes.



I.2.1. Cadre du projet Fe3il.a

Chiheb Baizig a commencé en rappelant le cadre du projet Fe3il.a : il a expliqué que le projet consiste en un accord de coopération entre l'Union européenne et l'État tunisien scellé depuis 2019. Les buts de ce projet, sont entre autres choses, la participation des jeunes en matière de politique publique nationale et locale. Chiheb Baizig a souligné que les jeunes ne participent pas suffisamment dans les politiques publiques nationales et locales, et en particulier, dans les politiques qui les concernent directement. Donc, le but de ce projet est de savoir comment faire pour que les jeunes soient des Fe3il.a (des personnes actives) au niveau des politiques qui les concernent.

I.2.2. Politiques publiques multisectorielles et approche participative

Les politiques qui concernent les jeunes ne sont pas uniquement le sport et l'éducation. Les politiques qui concernent les jeunes sont multisectorielles. Chiheb Baizig a souligné que le rôle de CILG-VNG International est de présenter l'appui technique et financier pour la réalisation de ces politiques qui doivent être intégrées, globales et adopter l'approche participative de la part des structures du gouvernement, de la société civile et des citoyens. Tous ces acteurs doivent être des partenaires dans l'élaboration des politiques publiques.

Chiheb Baizig a rappelé que depuis 2011, CILG-VNG International a participé à travers l'approche participative à l'élaboration de nombre de projets qui soutiennent le secteur public et le secteur privé ; des projets relatifs au soutien de la société civile, aussi bien au niveau de la formation, qu'au niveau de l'élaboration même de

projets qui concernent ces acteurs. Chiheb Baizig a rappelé que CILG-VNG International a déjà une expérience relative à un projet modèle concernant l'approche participative réunissant les municipalités, la société civile et les jeunes, c'est pourquoi l'institution a voulu étendre cette expérience à 9 autres municipalités pour qu'il y ait un rayonnement sur le plan national. Chiheb Baizig déclare que nous sommes en train de construire notre pays et que nous sommes en train d'accompagner nos jeunes à se construire et à construire leurs capacités à contribuer à l'élaboration, à la planification de projets individuels ou en collaboration avec la société civile.

1.2.3. Outils pour faciliter la participation des jeunes

Chiheb Baizig rappelle que cette rencontre a pour but, entre autres choses, de penser ensemble aux outils pour que les jeunes participent de manière plus active. Selon lui, il faut penser ensemble aux outils et aux espaces qui permettent aux jeunes d'être présent.e.s et de faire parvenir leur voix de manière efficace. Chiheb Baizig estime qu'actuellement, il y a de nouveaux outils : des plateformes électroniques innovantes pour que les jeunes soient impliqués.e.s spontanément et en toute tranquillité. Il termine son intervention en souhaitant le succès du Forum.

1.3. Maha Zaoui

Participation des jeunes dans la chose publique



Dans son allocution Maha Zaoui, chargée de mission au ministère de la jeunesse et des sports, a commencé par remercier tous les acteurs impliqués dans le projet Fe3il.a et en particulier CILG-VNG International pour l'organisation du Forum « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique ». Le projet Fe3il.a a pour but la participation effective des jeunes dans la chose publique. Maha Zaoui a rappelé dans un premier temps que le projet Fe3il.a s'inscrit dans le programme de soutien de l'Union européenne à la jeunesse tunisienne « EU4Youth » dont l'objectif est de renforcer l'intégration des jeunes et les problématiques relatives aux jeunes dans l'élaboration des politiques publiques au niveau national et régional. Le projet est financé par l'Union européenne et soutenu par le royaume des Pays Bas, précise-t-elle. Maha Zaoui a tenu à transmettre les salutations du ministre de la jeunesse et des sports Kamel Deguique. L'exposé de Maha Zaoui s'est articulé en trois points : (1) l'engagement du ministère de la jeunesse et des sports dans les politiques de participation des jeunes, (2) le renouvellement de la confiance entre les jeunes et le ministère de la jeunesse et des sports et (3) l'engagement du ministère de la jeunesse et des sports dans la facilitation de la réussite du projet.



1.3.1. Engagement du ministère de la jeunesse et des sports dans les politiques de participation des jeunes

Maha Zaoui a rappelé l'engagement du ministère de la jeunesse et des sports dans l'élaboration des politiques participatives innovantes où les jeunes sont des membres et des éléments actifs dans la conception et l'exécution des politiques.

1.3.2. Renouveau de confiance entre jeunes et ministère de la jeunesse et des sports

Maha Zaoui a souligné que le ministère de la jeunesse et des sports œuvre en vue de rétablir la confiance des jeunes en cette institution. Cela se fait à travers le changement des approches, l'identification des outils et la mise à jour de programmes et de projets nationaux, régionaux et locaux orientés vers tous les groupes de jeunes, quel que soit leur âge ou leur situation sociale. Le tout s'agence dans le cadre de la coordination entre les différents intervenants et la coopération entre le secteur public, la société civile, à travers le partage et l'échange des expériences réussies au niveau régional et international.

Selon elle, le point de vue du ministère de la jeunesse et des sports concernant les jeunes est passé d'une approche sectorielle à une approche inclusive à travers les outils adéquats pour la conception et l'exécution des politiques et leur suivi, dans le but de faire en sorte que les jeunes soient autonomes et puissent effectivement jouer leur rôle d'acteur. Cela leur permet de passer d'objet des politiques à acteurs qui participent à l'élaboration des politiques locales et nationales, ce qui correspond aux buts du programme Fe3il.a dans sa dimension locale et nationale.

1.3.3. Engagement du ministère de la jeunesse et des sports dans la facilitation de la réussite du projet

Maha Zaoui a insisté sur le fait que le ministère de la jeunesse et des sports peut réunir tous les moyens et les outils nécessaires pour la réussite, au niveau des différentes étapes, de l'exécution de ce projet. Elle a souligné que parmi les priorités sur lesquelles il va falloir se concentrer : la participation effective des jeunes dans la chose publique en tant que droit essentiel de la citoyenneté.

Pour conclure, Maha Zaoui a remercié CILG-VNG International et a rappelé les relations privilégiées d'entraide qui lient la Tunisie, l'Union européenne et le royaume des Pays-Bas dans plusieurs domaines, et en particulier dans le domaine de la jeunesse et des sports.

I.4. Olivier Hack

La parole aux jeunes



Dans son intervention, Olivier Hack, chargé de programmes – section gouvernance à la délégation de l'Union européenne a commencé par mettre l'accent sur la parole des jeunes en rappelant que le projet s'inscrit dans le programme « EU4Youth » dans le cadre du partenariat entre l'Union européenne et la Tunisie qui vise à créer des opportunités concrètes en faveur des jeunes, non seulement dans le domaine de la participation aux politiques, au niveau municipal ou national, mais également au niveau d'autres axes d'intervention comme la culture et le sport, l'économie sociale et solidaire, le domaine de la science, le développement économique et social au sens large du terme.

I.4.1. Développement de mécanismes pour faire entendre la voix des jeunes

Olivier Hack a exprimé ce qui lui tient particulièrement à cœur à travers ce projet : faire en sorte que ces projets soient façonnés avec l'initiative et l'engagement des jeunes parce que, selon lui, c'est aux jeunes de tracer leur chemin pour construire l'avenir de ce pays, de s'insérer dans la vie publique et de faire valoir leur voix. Et de continuer : ce forum est une petite pierre à l'édifice de ce programme. À travers ces projets, il va falloir, dit-il, penser à développer des mécanismes pérennes parce que les projets de coopération finissent et l'objectif n'est pas de les faire durer éternellement. Pour lui, il s'agit donc de faire en sorte de trouver ensemble des mécanismes pour que la voix de la jeunesse puisse se faire valoir davantage dans l'élaboration des politiques publiques et des plans de développement municipaux.

M. Olivier Hack a terminé son intervention en exprimant le souhait d'écouter la voix des jeunes.



II. Première séance : paroles aux jeunes et interaction des responsables des institutions de l'État

La première séance du Forum « Jeunes acteurs et partenaires dans la vie publique » a donné la parole aux jeunes issu.e.s des municipalités partenaires du projet Fe3il.a, à savoir : Agareb, Ben Guerdane, Chrayaa Machrak Shams, Djerba Ajim, Douar Hicher, El Aroussa, Jemna, Medjez El-Bab et Smar.

Il s'agit là de témoignages des jeunes selon l'ordre alphabétique des noms des municipalités. Les jeunes de la municipalité d'Agareb ont également présenté lors de la pause-café un spectacle de cirque.

II.1. Municipalité d'Agareb

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité d'Agareb est celle d'évaluer la participation des jeunes dans la vie publique locale dans leur ville.

II.1.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité d'Agareb

A. Islem Alouane : la société n'accepte pas que les filles se produisent dans le cirque



Islem Alouane, 20 ans, artiste de cirque poursuivant ses études. Elle pense qu'il y a peu de filles qui sont actives au niveau de la participation. Elle enchaîne en disant qu'il en est de même pour les activités du cirque. Elle affirme qu'il n'y qu'Aya et elle-même qui s'entraînent dans ce créneau. Elle explique que le problème qu'elles rencontrent est qu'elles n'ont pas la possibilité de s'entraîner à Agareb parce qu'il n'y a pas d'espace pour cela. Du coup, dit-elle, elles sont contraintes de se rendre au centre d'arts dramatiques à Sfax. Islem Alouane explique qu'Aya et elle-même, en tant que filles, ne discutent pas, ne communiquent pas avec les gens, à propos de leur activité artistique, aussi, ces derniers ne savent-ils pas ce qu'elles font, mais découvrent leur performance uniquement dans les photos et dans les spectacles. La jeune femme estime que la société n'accepte pas encore que les filles se produisent dans le cirque, parce que c'est une chose nouvelle.

B. Aya Souayah : inadéquation des horaires des espaces aux emplois du temps des jeunes



Aya Souayah, 18 ans, artiste de cirque poursuivant ses études. Elle estime que la participation des jeunes au sein de la municipalité d'Agareb est faible, parce que les jeunes n'ont pas l'occasion de le faire : les espaces existent, dit-elle, mais avec des horaires administratifs qui ne sont pas en adéquation avec les études et les activités des jeunes. Elle explique que ce n'est qu'à partir de 17 heures que les jeunes peuvent avoir des activités en dehors des études et du travail, et déplore le fait que les horaires administratifs des différentes structures qui s'adressent à cette population ne permettent aux jeunes de s'adonner à des activités qu'elles soient. Selon elle, il y a quand même un certain soutien concernant les activités artistiques à Agareb, mais le problème des horaires administratifs demeure une entrave. Aya Souayah termine son témoignage en soulignant que les maisons de la culture et de jeunes ne sont pas adaptées au cirque.

C. Mohamed Ali Berkika : les maisons de jeunes ne sont pas adaptées pour la pratique des arts du cirque



Mohamed Ali Berkika, membre de Crazy Family et artiste de cirque. Il explique que Crazy Family est un groupe de jeunes créé en 2018 qui réunit des jeunes d'Agareb, puis, qui s'est élargi aux jeunes de Sfax. Il s'agit d'une initiative culturelle privée qui produit des spectacles gratuits basés sur le bénévolat. Le jeune homme enchaîne en ajoutant que le groupe a évolué, et a commencé à se produire dans les festivals tels que, les journées théâtrales de Carthage.

Pour ce qui est de la participation des jeunes, Mohamed Ali Berkika estime qu'il y a une participation des jeunes à Agareb, mais qu'elle est relative. Selon lui, le problème concernant le cirque n'est pas uniquement présent au sein de la municipalité d'Agareb, car, il pense que le cirque est une nouvelle culture, mais que c'est aussi un sport. Donc pour lui, il devrait y avoir normalement des espaces adaptés au cirque dans les maisons de jeunes, or ce n'est pas le cas. Il termine en insistant que toutes les maisons de jeunes de la Tunisie ne permettent pas de pratiquer les activités autour du cirque.

D. Abdelkhalek Ammar : proposition de création d'un conseil local de jeunes

Abdelkhalek Ammar, militant auprès de la société civile dans le gouvernorat de Sfax, actif au sein du commissariat régional de ministère de la jeunesse et des sports de Sfax, a commencé par l'évaluation de la participation des jeunes dans la chose publique qu'il estime être faible. Ce qu'il impute à deux raisons :

- la politique générale du pays se base sur la notion de l'intégration des jeunes dans des programmes qui sont pensés par le fonctionnaire et dans lesquels on fait participer les jeunes, alors que les politiques doivent s'orienter vers l'autonomisation des jeunes ;
- l'accès à l'information. Abdelkhalek Ammar estime que même s'il y a des programmes en faveur des jeunes, l'information n'arrive pas à la cible.

Le jeune homme continue en exposant le projet des jeunes d'Agareb autour de la création d'un conseil local de jeunes, dans lequel les jeunes sont acteurs. Il explique qu'il s'agit de représenter les jeunes de la municipalité d'Agareb pour ce qui est de la présentation de propositions de projets émanant des jeunes, mais également pour trouver des solutions aux problèmes des jeunes. Abdelkhalek Ammar explique que le conseil devrait interagir avec les jeunes grâce à une plateforme qui réunit les idées ; il s'agit, selon lui, également, d'un moyen de pression qui suit les travaux de la municipalité concernant les jeunes. Abdelkhalek Ammar n'a pas encore de réponse concernant la forme juridique de ce conseil, mais, il pense pouvoir s'aligner, dans ce sens, à l'expérience de Msaken, - où un conseil local de jeunes existe -, pour ce qui est de la forme juridique de ce conseil.



II.1.2. Témoignages des responsables d'Agareb

A. Foued Ben Lachheb : nous construisons les futurs leaders du pays



Foued Ben Lachheb, maire d'Agareb a commencé son intervention en remerciant tous les acteurs qui sont intervenus dans l'organisation de ce Forum. Pour lui cette expérience n'est pas un moyen permettant

l'intégration des jeunes dans les projets, pour que ces derniers puissent contribuer dans des projets locaux et régionaux, mais il s'agit, plutôt, de projets qui ont été créés par les jeunes. C'est ainsi que le maire d'Agareb estime que le but de cette expérience est bien plus profond, car selon lui, nous sommes en train de construire nos futurs leaders. Foued Ben Lachheb pense que l'intégration des jeunes doit se faire dès leur plus jeune âge, ainsi, ils vont vite comprendre les problèmes locaux que nous vivons : les problèmes économiques, financiers, le plan local d'investissement, comment financer des projets... Ces jeunes seront donc prêts pour envisager l'avenir, dit-il. Foued Ben Lachheb déplore que les jeunes ne sachent pas ce qu'est une municipalité, ce que sont les institutions publiques et comment se fait la prise de décision de manière participative. C'est pourquoi le maire d'Agareb pense que grâce à cette activité nous sommes en train de construire un équipage qui sera prêt pour diriger notre pays.

Pour ce qui est des espaces adressés aux jeunes, Foued Ben Lachheb estime qu'il est vrai qu'il y a un manque d'espaces, mais il souligne que la proximité d'Agareb de la ville de Sfax permet aux jeunes de pouvoir profiter des structures sfaxiennes.

Concernant le conseil local des jeunes, Foued Ben Lachheb propose que la formule serait d'en faire un conseil non permanent au sein de la municipalité, ou bien que le conseil pourrait se présenter sous forme d'association : des possibilités juridiques existent pour ce conseil, dit-il. Foued Ben Lachheb a terminé son intervention en disant que l'essentiel est que les jeunes aient la volonté et la détermination pour participer aussi bien à Agareb qu'au niveau de toute la Tunisie.

B. Safouene Guetat : les maisons de jeunes pour l'encadrement de la jeunesse

Safouene Guetat, directeur de la section animation des jeunes auprès du commissariat régional de la jeunesse et des sports de Sfax commence par rappeler qu'il a assisté à Agareb à deux reprises aux activités relevant de ce projet, mais également à des travaux concernant la participation active des jeunes dans les politiques publiques et l'élaboration des politiques publiques pour les jeunes. Il explique qu'au niveau du commissariat régional de la jeunesse et des sports, une approche participative avec la société civile et en particulier les associations et les structures qui s'intéressent aux jeunes est adoptée. Safouene Guetat estime que la maison de jeunes d'Agareb encadre brillamment les jeunes. Il remercie donc les cadres œuvrant auprès de la maison de jeunes d'Agareb. Il adresse un message aux jeunes en leur disant qu'ils doivent fréquenter les maisons de jeunes et qu'ils doivent être une force qui contribue à l'animation présentée par les maisons de jeunes.



II.2. Municipalité de Ben Guerdane

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité de Ben Guerdane est celle d'évaluer la participation des jeunes dans la vie publique dans leur ville.

II.2.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Ben Guerdane

A. Houyem Chandoul : le manque de confiance des jeunes en les responsables

Houyem Chandoul, active auprès de la société civile. Selon elle, il y a une réticence à la participation de la part des jeunes, en particulier de sexe masculin, de Ben Guerdane. Elle estime que les filles sont plus actives, mais de manière relative par rapport au nombre des jeunes en général à Ben Guerdane. Houyem Chandoul exprime l'idée selon laquelle : arrivé.e.s à un certain âge, les jeunes de Ben Guerdane n'ont pas qui les encadrer, surtout ceux/celles qui ont des compétences, du coup les jeunes partent ailleurs. Les jeunes ne participent à la chose publique, ne font pas entendre leur voix parce qu'ils n'ont pas confiance en les responsables insiste-t-elle. D'après la jeune femme, les responsables font des promesses qu'ils sont incapables de tenir par la suite. Elle souligne que le chômage est important à Ben Guerdane, ce qui fait que les jeunes, surtout les garçons, s'orientent vers le secteur informel, ou l'immigration irrégulière. Mais, d'après elle, ce phénomène touche même les filles. Pour favoriser la participation des jeunes, Houyem Chandoul propose la création d'un espace qui puisse réunir les jeunes et qui réponde aux besoins des jeunes.



B. Rihab Abdelkbir : les jeunes sont récupéré.e.s par le secteur informel

Rihab Abdelkbir, 26 ans, étudiante et active auprès de la société civile, pense que la réticence des jeunes à la participation dans la vie publique est due à deux choses : le taux des filles qui sont actives est correct, mais le problème se trouve du côté des garçons, parce qu'ils ne bénéficient pas suffisamment d'encadrement. En effet, elle explique qu'il y a beaucoup de chômage à Ben Guerdane, mais que les jeunes travaillent dans le commerce informel, dans la contrebande, et sont tentés par l'immigration irrégulière. Ce qui engendre une fuite des jeunes du lycée vers ces voies illégales pour travailler, dit-elle. La jeune femme estime que pour ce groupe de jeunes la participation, l'activité dans la société civile sont vues comme une perte de temps et d'argent. Selon elle, il n'y a ni confiance, ni communication avec les institutions de l'État : il n'y a pas de canaux de communication avec la municipalité par exemple, d'autant plus que les moyens de communication de la municipalité sont archaïques, ce qui fait que l'information n'arrive pas à la population ciblée, même s'il y a des personnes qui veulent participer et veulent être entendues. Elle fait remarquer qu'il y a quand même des expériences qui ont réussi à Ben Guerdane, comme ce projet qui a soutenu l'exercice de la gouvernance locale et la participation des jeunes. Elle déplore que les projets qui ont réussi à Ben Guerdane, ne soient pas des initiatives tunisiennes, mais des projets soutenus à travers des bailleurs de fonds étrangers. La jeune femme pense qu'en Tunisie, il y a une mentalité particulière qui fait que quand un ministre part, les projets partent avec lui, donc il n'y a pas de continuité, il n'y a des promesses qui restent sur le papier. Pour favoriser la participation des jeunes, Rihab Abdelkbir estime qu'il va falloir étendre l'expérience modèle du conseil consultatif des jeunes qui travaille sous le contrôle de la municipalité et de la délégation. Pour elle, il est primordial d'assurer la continuité des expériences positives en faveur de la participation des jeunes.



C. Mouadh Sayari : pour favoriser la participation faire basculer l'illégalité vers la légalité

Mouadh Sayari, 21 ans, étudiant, pense qu'il y a une absence de participation des jeunes dans la vie politique et associative, mais qu'il en est de même des autres groupes d'âge. Selon lui, la solution est un encadrement professionnel qui regroupe tous les jeunes, par exemple, à travers des autorisations légales pour tenir des commerces. Ainsi, n'étant plus dans l'illégalité, ces personnes peuvent participer à la vie publique et associative dit-il. Pour Mouadh Sayari, le problème se trouve dans la réticence des jeunes et la solution pour recruter les jeunes serait de focaliser sur les projets à caractère économique et de satisfaire les besoins économiques des jeunes.



II.2.2. Témoignages des responsables de Ben Guerdane

A. Mohamed Ridha Abdelkbir : les jeunes pour le renouvellement de l'administration

Mohamed Ridha Abdelkbir, président de la commission municipale des affaires administratives auprès de la commune de Ben Guerdane. Il pense que si on appuie, on faut appuyer les jeunes, car les adultes d'aujourd'hui vont partir, et eux, ils vont nous remplacer. Il insiste sur le fait que la porte est ouverte, que les jeunes doivent venir et occuper les places, et que les responsables sont est là pour soutenir les jeunes. À Ben Guerdane, il y a une réticence à la participation de la part des jeunes, notamment, les garçons dit-il. C'est pourquoi, il estime que l'idée de Mouadh Sayari n'est pas mauvaise : il faut appuyer les jeunes sur le plan économique.

B. Lassaad Amami : la commission pour les jeunes, les enfants et le sport revient aux jeunes

Lassaad Amami, commissaire régional de la jeunesse et des sports de Médenine estime que ce qui a été dit par les jeunes de Ben Guerdane, ne s'applique pas uniquement à cette région, mais à toutes les régions similaires puisque les zones frontalières ont des spécificités concernant le travail des jeunes. Il souligne que le commissariat régional de la jeunesse et des sports est ouvert à toutes les activités des jeunes et à toutes les manifestations qu'il est prêt à appuyer. Le commissaire régional de la jeunesse et des sports de Ben Guerdane tient à valoriser l'expérience modèle de la municipalité de Médenine relative au conseil consultatif régional de jeunes. L'intervenant explique que dans les statuts des municipalités, il y a des commissions municipales pour les jeunes, les enfants et le sport. Il propose donc que ces commissions soient octroyées aux jeunes, car en général, dans ces commissions il y a des individus qui n'ont aucun lien avec les jeunes.

II.2.3. Témoignage de la représentante du ministère de l'intérieur : le code des collectivités locales encourage la participation

Mme Souha Kharbouch, représentante du ministère de l'intérieur a tout d'abord tenu à remercier l'Union européenne pour l'appui technique et financier pour l'amélioration des conditions des jeunes. Par rapport à ce que les jeunes d'Agareb ont exprimé, Souha Kharbouch a tenu à préciser qu'il y a un projet pilote qui a donné lieu à 7 hubs (conseils régionaux au sud du pays, telles que les communes de Médenine, de Tataouine, de Ben Guerdane, etc.) avec un hub régional réunissant ces 7 hubs : il s'agit des municipalités qui ont participé aux sites hébergeant ces hubs. Concernant le cadre juridique des conseils locaux de jeunes, elle pense qu'il ne devrait y avoir aucun souci car le code des collectivités locales stipule l'approche participative et l'obligation de consultation de la société civile et des jeunes en ce qui concerne les plans de développement locaux et l'aménagement de l'urbanisme.



II.3. Municipalité de Chrayaa Machrek Shams

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité de Chrayaa Machrek Shams est celle d'évaluer la participation des jeunes dans la vie publique locale dans leur territoire, sachant que cette municipalité a une spécificité : elle s'éloigne parfois de 74 km de ses citoyens qui ont du mal à la rejoindre pour retirer des documents administratifs, ou pour assister à des réunions. Cette situation n'encourage pas la participation en général, et des jeunes en particulier. Alors quelles sont les pistes d'action pour contrecarrer cette difficulté ?

II.3.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Chrayaa Machrek Shams



A. Imed Chahbi : mobiliser et encadrer les jeunes pour leur donner des compétences

Imed Chahbi, animateur et actif auprès de la société civile, commence son témoignage en parlant de l'implication des jeunes dans les institutions de jeunes ou dans les municipalités qu'il évalue à 50% des jeunes. Il explique ce taux d'implication des jeunes par le fait que la municipalité a été récemment créée, même si elle s'étend sur superficie géographique importante et est lointaine pour nombre de citoyens. Il souligne que cela crée une difficulté pour le jeune pour qu'il s'implique. Mais, selon lui, le point positif est que les jeunes de la région sont sérieux, ils veulent être impliqués et être présents, d'autant plus que le maire, fait à l'origine, partie de la société civile. C'est pour cela qu'il a facilité l'intégration des jeunes dans les activités municipales. Imed Chahbi, souligne les difficultés des citoyens, notamment des jeunes, à communiquer avec la municipalité à cause de son éloignement. Il souhaite qu'il y ait une réflexion sérieuse pour la création d'une maison de jeunes, d'autant plus que la région est mitoyenne avec les montagnes, avec tout ce que cela comporte. Il explique qu'il y a 4 ou 5 ans les montagnes renvoyaient à l'image du terrorisme. Donc, quand il est possible de mobiliser des jeunes et de les encadrer en leur donnant des compétences, il faut le faire dit-il. Il pense en tant qu'animateur, qu'il faut appuyer les clubs et les associations tournés vers les jeunes. Selon lui, la solution est de créer un forum virtuel ou présentiel dans lequel les idées des jeunes seraient diffusées pour communiquer avec les jeunes. Imed Chahbi estime qu'il est important qu'il y ait des jeunes pour discuter des programmes d'animation dans les clubs. Aussi, dit-il qu'à travers ce forum, les jeunes peuvent proposer des idées à développer au niveau économique et social. Pour terminer, l'intervenant pose la question : pourquoi les jeunes ne seraient-ils pas présents sur des listes électorales pour les élections municipales ?

B. Mohamed Amine El Kadhi : restaurer un climat de confiance entre les jeunes et l'État

Mohamed Amine El Kadhi, professeur des écoles primaires, étudiant en production audio-visuelle et cinéma à Gammarth et actif auprès de la société civile. En ce qui concerne l'évaluation de la participation des jeunes, le jeune homme estime que les jeunes ne sont pas bien intégrés dans la vie publique. Il explique que la région connaît une immigration vers d'autres régions du pays, les jeunes partent pour améliorer leur situation. Ils ne pensent pas à créer des opportunités depuis leur région, mais pensent que le terrain n'est pas propice à la réussite et qu'ils doivent aller ailleurs, pour apprendre et commencer une activité. Selon lui, pour améliorer la

participation des jeunes, il faut restaurer un climat de confiance en l'État, parce que la municipalité fait partie de l'État. Il souligne que les jeunes demandent des formations avant même une aide financière. L'accès à l'information est difficile, d'autant plus qu'il y a des zones où il n'y a pas de réseau dit-il. À Tunis, il est possible de faire des recherches, alors qu'à Chrayaa Machrek Shams, non !

C. Khadija Salhi : manque d'espaces et de structures pour l'encadrement des garçons

Khadija Salhi, active auprès de la société civile, 26 ans, diplômée en master finances, pense que la participation des filles dans la vie publique est supérieure à celle des garçons. Pour ce qui est de la réticence des garçons par rapport à la participation dans la vie publique, elle dit les comprendre parce qu'il a des insuffisances au niveau des infrastructures : pas d'espaces, pas de structures à travers lesquels ils peuvent faire entendre leur voix. Il n'y a que des cafés et les garçons ne vont qu'au café. Elle explique qu'elle, elle s'oriente plutôt vers les clubs et les associations qui permettent aux jeunes, notamment les filles de s'exprimer. Elle insiste sur le fait qu'il faut rétablir la confiance entre les jeunes et l'État.

II.3.2. Témoignages des responsables de Chrayaa Machrek Shams

A. Najem Salhi : absence d'un diagnostic des besoins des jeunes

Najem Salhi, maire de Chrayaa Machrek Shams, se pose la question de savoir si un diagnostic approfondi des besoins des jeunes a été fait surtout dans une région mitoyenne avec les montagnes considérées comme étant dangereuses, même si elles constituent une véritable richesse. Pour que le jeune puisse avancer, c'est à lui que revient la tâche d'identifier ses propres besoins, dit-il. Selon lui, avant de parler de plan de développement local, il faut savoir ce dont a besoin le jeune. Najem Salhi termine son intervention en disant que l'État qu'il représente doit savoir si ce jeune qu'on pousse à la participation a de quoi manger et de quoi boire.

B. Ezzedine Chebbi : les jeunes sont une partie de la solution



Ezzedine Chebbi, représentant du commissariat régional de la jeunesse et des sports de Kasserine, a commencé son témoignage par l'idée de manque de confiance partagée par les jeunes qui sont intervenus. Pour lui, il est important de rétablir la confiance entre les jeunes et les structures de l'État. Il rappelle que depuis 2018 des initiatives au niveau du ministère de la jeunesse et des sports concernant l'insertion des jeunes et des jeunes leaders et le rétablissement de confiance entre les jeunes et l'État ont eu lieu. Pour lui, le

jeune doit avoir des initiatives, il doit participer et faire valoir son avis et être une partie de la solution, il ne doit pas juste proposer et attendre. Il pense que les moyens existent et donne l'exemple, des 13 stations de radio régionales privées à Kasserine à travers lesquelles les jeunes peuvent s'exprimer, mais également à travers les nombreuses associations. Selon lui, les espaces existent et permettent aux jeunes de montrer leur valeur, de faire valoir leur avis et de participer aux projets. Il déclare que c'est vrai qu'il n'y a pas de maison de jeunes à Chrayaa Machrek Shams, mais annonce que bientôt un jardin sportif sera construit. Il termine son intervention, en annonçant que la maison de jeunes est en projet ainsi qu'un stade.

II.4. Municipalité de Djerba Ajim

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité de Djerba Ajim est celle d'évaluer la participation des jeunes dans la vie publique locale au sein de la municipalité, sachant que le problème que connaît Djerba Ajim est, entre autres, un problème de transports.

II.4.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Djerba Ajim

A. Sana Lachheb : les responsables n'écoulent pas les jeunes qui doivent arracher leurs droits



Sana Lachheb, étudiante en langue arabe, animatrice au sein de la radio web El Jazira, active auprès de la société civile, engagée auprès d'un club des urgences à Médenine, commence par exprimer sa douleur concernant l'absence de transport en fin de journée à Djerba Ajim, ce qui ne permet plus aux citoyens de se déplacer au sein-même du territoire municipal ou entre délégations. Elle raconte ses difficultés en tant qu'animatrice radio à se rendre à son travail à cause de l'absence de transports. D'après elle, la participation des jeunes est faible parce que le responsable ne sort pas de son bureau pour rencontrer les jeunes. Elle explique qu'une rue sépare la maison de jeunes de Ajim de la municipalité : elle demande à ce que les responsables municipaux viennent voir et écouter les jeunes. Elle continue en disant que les jeunes vivent une situation de frustration : il faut juste que les responsables viennent les écouter, c'est tout, parce qu'en fin de comptes la solution est chez les jeunes. Selon elle, les responsables n'essayent même pas d'écouter les jeunes : ils ne peuvent donc apporter aucune solution à cette population. Elle s'adresse aux jeunes en leur demandant d'être dans une position d'attaque et non de victime. Pour elle, les jeunes doivent arracher leurs droits. Par ailleurs, elle estime que les jeunes ne participent pas parce que l'information n'est pas diffusée convenablement, suite à une mauvaise utilisation des réseaux sociaux. Elle propose, pour une meilleure diffusion de l'information, qu'il vaut mieux afficher les communiqués auprès de l'épicier du quartier. En outre, elle estime que les réunions ne tiennent pas compte des contraintes que connaissent les jeunes, notamment concernant le transport : les réunions à 17 heures sont impossibles à rejoindre suite à l'absence de transport,

ou bien suite à l'emploi du temps des étudiants. Pour elle, la solution est que le responsable aille dans la rue pour se rapprocher et écouter les jeunes, il doit se déplacer. Parce que selon elle, la personne qui atteint un poste de décision oublie les autres. Elle termine son intervention en expliquant qu'elle ne comprend pas l'utilité du conseil consultatif, car elle estime que personne ne la représente et qu'elle n'est représentée que par sa propre voix.

B. Souha Jouili : il est impossible que les jeunes de Ajim renoncent à leurs droits.



Souha Jouili, 21 ans, animatrice au sein de la radio web El Jazira, étudiante 1^{ère} année prépa pharmacie, pense que les jeunes connaissent une importante réticence quant à la participation. Pour elle, cela est dû aux promesses qui ne sont jamais tenues par les responsables. Il y a que des paroles en l'air qui ne sont jamais appliquées, ce qui fait que les jeunes ne participent pas parce qu'ils ne croient plus en les responsables, affirme-t-elle. De plus, elle estime que les responsables ne vont pas vers les jeunes, ils ne les écoutent pas, alors que les jeunes ont des ambitions. Elle regrette que les jeunes aient des revendications sans pour autant voir des résultats concrets. Elle termine en insistant sur le fait qu'il est impossible que les jeunes de Ajim renoncent à leurs droits. Pour elle, la solution est que le responsable se rapproche des jeunes. Elle finit en s'adressant aux jeunes pour leur dire qu'ils n'en doivent pas s'arrêter, malgré les obstacles rencontrés.



C. Hassen Kerdi : instauration de la culture de la participation à travers les espaces de communication directe



Hassen Kerdi, 21 ans, actif auprès de la maison de jeunes de Ajim Djerba, animateur au sein de la radio El Jazira, membre du bureau des jeunes au sein du ministère de la jeunesse et des sports, responsable de l'information et de la communication auprès du hub Djerba Ajim, vice-président du club Ali Belhaoune à Médenine et actif auprès de la société civile et dans le monde politique, pense que la participation des jeunes dans la chose publique, en politique, d'un point de vue social ou économique est nulle. Il adresse des reproches à la municipalité qui adopte une mauvaise politique de communication réalisée à travers une routine qui ne correspond pas au public des jeunes. Il pondère les reproches adressés aux responsables, en soulignant le fait que la décentralisation n'a commencé à être effective qu'en 2011, ce qui peut, selon lui, expliquer la faible participation des jeunes qui ne sont pas encore habitués à assumer des responsabilités. Pour lui, la solution est dans l'instauration de la culture de la participation à travers les espaces de communication directe.

II.4.2. Témoignages des responsables de Djerba Ajim

A. Radhia Laghouane : les problèmes ne peuvent pas être résolus qu'au niveau local

Radhia Laghouane, mairesse de Djerba Ajim commence par remercier les jeunes, elle explique que c'est vrai qu'il n'y a qu'une rue qui sépare la municipalité de la maison de jeunes. Elle profite, donc, de l'occasion pour inviter les jeunes à venir aux réunions pour s'exprimer. Elle explique que la municipalité a bataillé pour offrir des espaces pour y installer les locaux du hub et les locaux de la TV web. Et de continuer que la municipalité est en train de travailler sur le plan de développement local et invite les jeunes à y participer. Elle rappelle que les problèmes économiques et politiques relevant de l'État sont en train d'entraver le travail de la municipalité : les moyens sont limités et le budget est insignifiant, alors que l'eau et l'électricité connaissent des coupures à répétition. Elle explique que la municipalité travaille sur les dossiers relevant des besoins primaires, et qu'elle n'a pas pu passer à la gestion des dossiers relatifs aux loisirs et au sport. Elle termine en disant que Ajim connaît un gros problème concernant le transport et estime que ces problèmes ne peuvent pas être résolus au niveau local, car le régional a sa part de responsabilité.

Lors de la pause, un spectacle d'acrobatie a été assuré par le groupe Crazy Family animé par des jeunes issus de la municipalité d'Agareb.



II.5. Municipalité de Douar Hicher

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité de Douar Hicher est celle d'évaluer la participation des jeunes dans la vie publique locale au sein de leur ville, en dépit de l'image négative que renvoie cette région du gouvernorat de la Manouba.

II.5.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Douar Hicher

A. Sarra Jeffeli : les jeunes n'assistent pas aux réunions s'ils ne vont pas en tirer un bénéfice concret

Sarra Jeffeli, active auprès de la société civile depuis 15 ans, membre d'une association qui œuvre pour l'enfant et la famille, estime que c'est aux jeunes de s'imposer et de devenir responsables de leur région et ce n'est pas au responsable d'aller chercher les jeunes. Elle pense que c'est aux jeunes d'aller vers l'avant : il faut pousser la porte des institutions et s'imposer, il faut aller chercher l'information pour la diffuser auprès de ceux qui n'y ont pas accès. Elle explique qu'elle a toujours voulu être un membre actif dans sa région, c'est pour cela qu'elle fonce. De ce fait, elle encourage les jeunes à chercher l'information chez les responsables. Selon elle, les jeunes n'assistent pas aux réunions, s'ils ne vont pas en tirer un bénéfice concret.



B. Ahlem Saidani : les jeunes sont une force à exploiter

Ahlem Saidani, active auprès de la société civile : scouts, maison de jeunes, croissant rouge, animatrice dans une radio web et playmaker dans un jeu, étudiante en 1^{ère} année gestion, commence par les points négatifs qui entravent la participation des jeunes. L'emploi du temps chargé relatif aux études ne permet pas aux jeunes de participer à la vie publique. Même le dimanche les jeunes étudient, dit-elle. Elle enchaîne en précisant que la maison de jeunes de Douar Hicher est isolée et qu'elle n'est pas très visible : même si elle est à proximité du collège et du lycée, beaucoup de jeunes ne la connaissent pas. Elle estime que la famille joue un rôle très important dans la participation des jeunes : certaines familles n'encouragent pas les jeunes à avoir des activités dans des associations s'il n'y a pas une contrepartie rémunérée. Elle raconte que son père a dépassé sa réticence relative à la participation de sa fille dans la vie publique, quand il a reçu plein d'éloges concernant son travail bénévole. Elle estime que les jeunes sont une force à exploiter, qu'ils sont des acteurs à part entière. Elle termine en disant que les jeunes de Douar Hicher attendent des clubs, car ils manquent d'encadrement tout en soulignant que les maisons de jeunes ne sont pas équipées en technologies de l'information et de la communication.



C. Ahlem Ayari : les jeunes veulent du concret

Ahlem Ayari, 28 ans, licence appliquée en génie des procédés agroalimentaires, animatrice au sein de la radio web de Douar Hicher et au chômage depuis environ huit ans. Elle estime qu'il y a une réticence à la participation des jeunes à la vie publique à cause de la perte de confiance des jeunes en les institutions de l'État. Elle pense que les jeunes veulent du concret de la part des institutions étatiques, et par conséquent, quand les jeunes, en particulier ceux qui sont au chômage, entendent parler d'un atelier de travail, ils se demandent ce que cet atelier va leur présenter concrètement.



D. Houssein Kouri : si les jeunes trouvaient du travail, ils participeraient à la vie publique

Houssein Kouri, 18 ans, 3^{ème} année informatique de l'enseignement secondaire, pense que les jeunes d'aujourd'hui cherchent un moyen pour arriver à s'affirmer et à répondre à leurs ambitions. Il estime que si les jeunes trouvaient du travail, ils participeraient plus à la vie publique. En adressant un message aux jeunes, il leur dit que rien ne va venir à eux, sans qu'ils aient à faire un effort : il les incite à faire des efforts et à œuvrer, à faire n'importe quoi pour s'en sortir.



II.5.2. Témoignages des responsables de Douar Hicher

A. Mokhtar Gharbi : certains responsables ont encore une mentalité liée à la centralisation

Mokhtar Gharbi, maire de Douar Hicher, estime que la liberté est un acquis important, après 2011, et que les jeunes doivent exploiter cette liberté. Il explique la porte est ouverte, même si certains responsables de plus de 50 ans ont une mentalité liée à la centralisation. Il pense que c'est aux jeunes d'arracher leur place. Pour lui, c'est bien cela la démocratie de la proximité et le code des collectivités locales qui stipulent que les jeunes sont des acteurs : il s'agit d'un droit pour les jeunes et d'une obligation pour les responsables, souligne-t-il. Il explique que les programmes au sein de la municipalité Douar Hicher sont participatifs.

B. Mohsen Msadak : les jeunes de Douar Hicher veulent travailler



Mohsen Msadak, commissaire régional de la jeunesse et des sports de Manouba commence par exprimer son émotion après avoir écouté les jeunes issu.e.s de Douar Hicher. Il souligne que Douar Hicher a des jeunes qui excellent même au niveau intellectuel. Il estime que Douar Hicher est un centre pour les jeunes de tout le pays, car la commune comprend des jeunes créatifs. C'est pour cela qu'il félicite les jeunes qui sont intervenu.e.s. Le seul point négatif à Douar Hicher est que les jeunes sont dans une zone industrielle dans laquelle ils ne

peuvent pas travailler, déplore-t-il. Il explique que les responsables sont conscients de cela et qu'ils sont en train de travailler sur le secteur relatif à la zone industrielle. Il précise que la maison de jeunes à Douar Hicher est à proximité des structures scolaires, de la poste, mais que les jeunes ne la fréquentent pas, parce qu'ils veulent travailler, c'est la première chose qu'ils disent aux responsables, car il y a beaucoup de chômeurs à Douar Hicher. Il termine son intervention en encourageant les jeunes à frapper à toutes les portes.

II.6. Municipalité d'El Aroussa

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité d'El Aroussa est celle d'évaluer la participation des jeunes au sein de leur ville, sachant que cette municipalité a eu nombre de promesses concernant la création d'une zone industrielle qui n'a jamais vu le jour.

II.6.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité d'El Aroussa



A. Radhouane Ferchichi : les jeunes ne participent pas à la vie publique parce qu'ils n'ont pas de moyens de subsistance

Radhouane Ferchichi, actif auprès de la société civile, étudiant, technicien auprès de la radio web et de la TV web de la maison de jeune d'El Aroussa, pense que les jeunes ne participent pas à la vie publique, parce qu'ils n'ont pas de travail, ils n'ont pas les moyens de subsistance. Il souligne que la priorité des jeunes d'El Aroussa est de travailler, et non de participer aux réunions. Il envoie un message aux jeunes d'El Aroussa pour leur dire de travailler, d'œuvrer pour que demain, ils puissent trouver de quoi subsister.

B. Hela Bouhjar : les jeunes veulent avancer, mais il n'y a pas de travail à El Aroussa

Hela Bouhjar, diplômée de l'enseignement supérieur, propriétaire d'un jardin d'enfants et poursuivant des études relatives à la petite enfance, explique que la maison de la culture risque de s'effondrer et qu'elle n'est pas alimentée en électricité, mais malgré cela, les activités continuent et des festivals sont organisés. Elle dit être là pour représenter les jeunes : car les jeunes veulent avancer, mais il n'y a pas de travail à El Aroussa. Les jeunes sont alors contraints d'aller travailler ailleurs, déplore-t-elle. C'est pour cela que la participation des jeunes est faible. Elle demande à ce qu'une solution soit trouvée pour la zone industrielle à El Aroussa. Elle voudrait que sa région puisse évoluer pour que les jeunes n'aient pas à partir ailleurs et qu'au contraire ils puissent apporter une plus-value à leur ville.

II.6.2. Témoignages des responsables d'El Aroussa

A. Chawki Yahya : les jeunes doivent arracher leur place pour être acteurs

Chawki Yahya, maire d'El Aroussa, a exprimé son regret concernant l'absence des jeunes d'El Aroussa au Forum, seuls deux jeunes y participent, déplore-t-il. Le maire a expliqué qu'à El Aroussa il y a des problèmes concernant une zone industrielle construite sur un terrain de l'État mais qui n'a jamais été fonctionnelle, ce qui implique que les jeunes n'avancent pas et ne participent pas dans la vie publique. Il a affirmé que quand la municipalité organise des réunions participatives, les jeunes ne s'y rendent pas même lorsqu'ils y sont invités. Et de continuer que la gouvernance locale est en lutte avec la gouvernance centrale : nous sommes en train d'arracher le pouvoir des mains de la gouvernance centrale. Le message qu'il adresse aux jeunes et de faire la même chose, à savoir d'arracher leur place, de se positionner, d'être acteurs. Il espère que le problème de la zone industrielle sera bientôt réglé.

B. Kéfi El Mejri : les institutions de la jeunesse doivent avoir un rôle économique, social et de solidarité

Kéfi El Mejri, représentant du commissariat régional de la jeunesse et des sports à Siliana, pense que la maison de jeune à El Aroussa n'est pas exploitée en dépit son équipement récent. Il précise qu'il s'agit d'une expérience modèle au sein du gouvernorat de Siliana. Il affirme que ce sont les jeunes qui font fonctionner les maisons de jeunes dans le gouvernorat de Siliana, ils accompagnent et encadrent les autres jeunes en toute liberté ; c'est pourquoi il estime qu'il s'agit d'une expérience avant-gardiste. Il dit que cette méthode a été adoptée pour faire en sorte que les clubs soient proposés par les jeunes afin que ces derniers s'intègrent dans la vie publique. Selon lui, les institutions relatives à la jeunesse ont aussi un rôle économique, social et de solidarité : les cadres qui s'occupent des jeunes sont formés dans plusieurs domaines pour pouvoir s'occuper des jeunes et les aider à s'intégrer dans la vie publique.



II.7. Municipalité de Jemna

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité de Jemna est celle d'évaluer la participation des jeunes au sein de leur ville.

II.7.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Jemna

A. Rahma Taïeb : incapacité des pouvoirs locaux de communiquer avec les jeunes

Rahma Taïeb, active auprès de la société civile au niveau local et international, membre d'une organisation internationale, diplômée en droit, et chercheuse en matière de développement local et gouvernance locale. Elle pense que la participation des jeunes à Jemna est relativement faible par rapport aux autres municipalités, malgré les compétences qui se trouvent à Jemna. Selon elle, c'est le manque de moyens de la municipalité qui a contribué à la faible participation des jeunes, en plus de l'incapacité des pouvoirs locaux de communiquer avec les jeunes. Elle appelle la municipalité à améliorer sa communication, notamment à l'attention des jeunes. Elle finit par demander aux jeunes d'être actifs et acteurs, parce qu'elle estime qu'il y a de la volonté de la part des jeunes de donner leur avis et de faire des propositions. Elle suggère une commission de jeunes non permanente au sein du conseil municipal conformément à l'article 210 du code des collectivités locales.

B. Mouna Halfi : encadrer les compétences et les capacités des jeunes

Mouna Halfi, éducatrice de la petite enfance, active au sein de la société civile, notamment dans un club de bénévolat au sein de la maison de jeunes de Jemna, possède un club de danse, ballet et gymnastique. Pour elle la participation des jeunes aux réunions municipales est relative. Elle estime qu'à Jemna, il y a des jeunes qui ont des compétences et des capacités concernant les propositions de projets de développement local. Elle exprime sa joie par rapport à la présence du projet Fe3il.a à Jemna et espère que la région verra le lancement de projets qui s'inscrivent dans le développement local. Elle finit par adresser un message aux jeunes pour leur dire de croire en leurs capacités, d'avancer, de développer leurs compétences à travers les formations et les études.



II.7.2. Témoignages des responsables de Jemna

A. Sofiane Tarek : écouter et apprécier les initiatives des jeunes

Sofiane Tarek, technicien en informatique, représentant de la commune de Jemna, explique que la municipalité de Jemna est toujours ouverte à tous les jeunes pour les écouter et apprécier leurs initiatives. Il affirme que la municipalité de Jemna appuie les propositions et projets des jeunes et qu'elle essaie, dans la mesure du possible, de diffuser l'information à travers les réseaux sociaux.

B. Sofien Najah : des réunions municipales en ligne pour une meilleure participation des jeunes

Sofien Najah, animateur auprès de la maison de jeunes de Jemna et enseignant en animation culturelle, commence par souligner que les témoignages que les jeunes ont livrés font partie de leur vécu au quotidien. Il explique que l'approche participative permet à tous les intervenants d'être présents et acteurs ; pour cela, il faut que les jeunes aient une force pour donner des propositions et pour exprimer des idées. Selon lui, la municipalité de Jemna présente un travail non négligeable sur le plan relationnel, sur le plan virtuel par le biais des réunions en ligne, à travers Zoom, qui permettent aux citoyens de participer quelle que soit l'heure de la réunion et de faire parvenir leurs idées et leurs propositions. Il continue en disant que les maisons de jeunes sont ouvertes à tout le monde en particulier aux jeunes pour qu'ils soient formés, encadrés et accompagnés. Il finit par rappeler que Jemna comprend 15 associations, dont les responsables sont des jeunes acteurs au niveau local. Selon lui, ce qui manque à Jemna, c'est la mise en œuvre des projets pour renforcer la confiance des jeunes.



II.8. Municipalité de Medjez El-Bab

La question qui a été posée aux jeunes de la municipalité de Medjez El-Bab est celle d'évaluer la participation des jeunes au sein de leur ville et quels sont les moyens, à leur avis, pour améliorer cette participation.

II.8.1. Témoignages des jeunes issu.e.s de la municipalité de Medjez El-Bab



A. Rayen Moussa : les instagrameur.se.s peuvent être un relais important pour mobiliser les jeunes

Rayen Moussa, 20 ans, étudiant en droit et sciences politiques, actif auprès de la société civile, estime que dans ce Forum, le fait, que les jeunes sont sur le podium et les responsables dans le public est un symbole fort qui renvoie à l'idée que les responsables croient en le rôle que les jeunes jouent dans la vie publique. Il insiste sur le fait que sans la force des jeunes, aucune nation ne pourra avancer. Il souligne qu'à Medjez El-Bab, la réticence des jeunes à la participation est claire parce que les jeunes, en tant que citoyens, n'ont plus de confiance en les responsables qui ont le pouvoir. Il déplore que des pseudo organisations profitent du désintérêt des jeunes pour la vie publique pour les recruter et les affilier à des idéologies politiques qui peuvent pousser les jeunes à des activités suspectes. Se basant sur la notion de l'agora, il estime que les démocraties participatives dégagent de nombreuses failles, et ne reflètent plus les revendications des jeunes et des personnes qui ont permis à la classe dirigeante d'arriver aux postes de décision. C'est pour cela qu'il pense qu'il serait préférable de revenir à une participation ouverte et à une relation directe entre les jeunes, les citoyens et les responsables à travers des assemblées, sans pour autant aller vers une catharsis collective. Pour lui, il faut interagir avec les jeunes à travers leur mode de vie : il parle ici des instagrameur.se.s qui peuvent être un relais important pour mobiliser les jeunes. Il faut interagir avec les jeunes à travers leur propre conception de la jeunesse. Il insiste sur l'importance d'avoir une culture juridique pour pouvoir faire valoir ses droits, rappelant que la Tunisie s'est orientée vers la décentralisation qui permet à n'importe quel citoyen de faire des propositions au conseil municipal qui peut les adopter.

B. Moataz Mattoussi : utiliser le digital pour communiquer avec les jeunes

Moataz Mattoussi, 27 ans, technicien en multimédia, travaille dans le milieu du cinéma, de la danse et de la musique, actif auprès de la société civile, pense que la participation des jeunes est très relative, car il veut éviter de dire qu'elle est nulle. Il explique que lorsqu'il demande aux jeunes les raisons de cette réticence, ces derniers estiment que même en participant, en donnant leurs avis, ils n'arriveront concrètement nulle part. Il affirme que les responsables créent une distance pour les exclure de la prise de décision. Pour lui, les moyens pour améliorer la participation des jeunes seraient de privilégier ce que les jeunes préfèrent, par exemple le digital : utiliser le digital pour les communiqués municipaux. Il explique que les jeunes peuvent réussir la création, mais pas la mise en œuvre parce qu'ils n'ont personne pour les orienter et pour faire le suivi. C'est grâce au suivi et à la pression que la réussite et le progrès sont possibles. Il termine en disant que les jeunes doivent préparer le terrain à la génération future.

C. Aya Riahi : l'information n'arrive pas aux jeunes

Aya Riahi, 20 ans, championne de Kong-Fu Sanda dans le Nord-Ouest, étudiante en marketing, active auprès de la société civile, estime qu'il n'y a pas de mobilisation des jeunes, car selon elle, l'information n'arrive pas aux jeunes pour que ces derniers soient actifs auprès de la société civile. Même le maire n'a pas su faire parvenir le message aux jeunes dit-elle. Elle explique qu'elle a entendu parler de ce forum à la dernière minute. Elle insiste sur le fait que les responsables devraient savoir comment mobiliser les jeunes car selon elle, il y a beaucoup de jeunes qui peuvent aller loin dans leur parcours, qui ont des buts à réaliser, et qui peuvent aider au niveau du conseil municipal. Elle demande aux responsables de tenir leurs promesses et de ne pas les laisser telle une lettre morte, car dans ce cas, nous n'arriverons jamais à rien. Elle donne son propre exemple en tant que sportive pour expliquer que personne ne la soutient. Elle estime que les responsables devraient organiser des rencontres avec les jeunes pour voir quels sont leurs besoins et finit par dire que les jeunes ont un avis qui doit être entendu.

D. Roudaïna Hamemi : réaménager les espaces pour les jeunes

Roudaïna Hamemi, 20 ans, active dans le domaine du sport et auprès de la maison de jeunes Ali Belhouane, explique les raisons de la faible participation des jeunes par l'absence de confiance de jeunes en les responsables. Elle remercie Ramzi Boughanmi responsable de la maison de jeunes qui, selon elle est la seule personne à encourager les jeunes et qui œuvre à faire en sorte que les jeunes retrouvent confiance en les responsables de l'État. Pour elle, la seule solution possible pour améliorer la participation des jeunes est la coordination et l'interaction avec les espaces culturels, les maisons de jeunes et de la culture. Les jeunes aiment la beauté, c'est pour cela qu'elle incite les responsables à réaménager ces espaces pour que les jeunes puissent y avoir des activités et envoyer des ondes artistiques aux jeunes.

II.8.2. Témoignages des responsables de Medjez El-Bab

A. Mohamed Jalel : la municipalité n'est pas responsable des jeunes, c'est la responsabilité du ministère de la jeunesse et des sports

Mohamed Jalel, maire de Medjez El-Bab, commence par exprimer sa joie d'être présent à ce forum qui a réuni des jeunes ayant de belles idées et un avenir radieux. Il remercie les organisateurs et les bailleurs de fonds pour avoir créé cette dynamique entre les jeunes et le pouvoir. Il explique que le pouvoir local fournit les locaux, construit les salles, fournit les clubs, octroie des subventions aux associations, aménage des sièges, organise des manifestations de sensibilisation pour mobiliser les jeunes. Selon lui, c'est cela le rôle du pouvoir local et de la municipalité. D'après lui, ce n'est pas la municipalité qui est responsable des jeunes, mais c'est le ministère de la jeunesse et des sports à travers le commissariat régional qui se trouve dans chaque gouvernorat. C'est au ministère de trouver de nouveaux moyens pour recruter les jeunes. Le maire énumère l'infrastructure que la municipalité a mis à la disposition des jeunes telle que : deux salles de sport, un stade, un club, deux complexes de jeunes, les espaces de loisirs, les espaces pour les associations, etc. Il explique que la municipalité n'est pas la seule à assumer les responsabilités vis-à-vis des jeunes, il y a la délégation qui est responsable des associations, il y a le commissariat régional du ministère de la jeunesse et des sports et par conséquent, selon lui, il ne faut pas faire assumer à la municipalité des responsabilités qui la dépassent. Il explique que si la municipalité avait les moyens elle ferait tout pour les jeunes, mais le budget est faible, ceci étant dit, il dit être ouvert aux jeunes et prêt à leur passer le flambeau. Il insiste sur le fait que ça ne passe pas entre le pouvoir et les jeunes : les jeunes ne participent pas aux manifestations auxquelles ils ont été conviés. Il finit par dire que les jeunes doivent venir et arracher leur place, et doivent venir expliquer les nouveaux moyens et les nouvelles stratégies à adopter.

B. Wafa Chafraoui : tout ce que les jeunes expriment est juste



Wafa Chafraoui, présidente des activités des jeunes auprès du commissariat régional de la jeunesse et des sports de Béja, dit être fière des jeunes. Selon elle, tout ce que les jeunes expriment est juste, il s'agit de points de vue dit-elle. Grâce aux jeunes, la Tunisie se porte bien affirme-t-elle. D'après elle, les responsables ont besoin des jeunes. Elle explique qu'à Béja en parallèle du projet Fe3il.a, il y a des microprojets pour les jeunes à travers le ministère de la jeunesse : en un mois 3 000 demandes sont arrivées pour ces microprojets, ce qui prouve, selon elle, que les jeunes ont confiance en les institutions étatiques quand ces dernières leur adressent une offre. Elle explique que le commissariat régional de la jeunesse et des sports fait participer les jeunes sans intervenir dans les projets gérés par ses derniers, qui ont carte blanche dans la gestion du budget des projets. Elle finit en s'adressant en particulier à Aya Riahi, 20 ans, championne de Kong-Fu Sanda dans le Nord-Ouest lui promettant que le ministère de la jeunesse et des sports fera son possible pour l'appuyer.

III. Deuxième séance : participation des jeunes dans l'action publique

III.1. Présentation des principaux résultats relatifs à la participation des jeunes de l'étude baseline auprès des bénéficiaires du projet Fe3il.a

III.1.1. Béchir Lassoued : les jeunes ne participent pas parce qu'ils ne trouvent pas les réponses à leurs demandes



Béchir Lassoued, consultant auprès du projet Fe3il.a, commence par relever, d'une part, que les témoignages des jeunes sont vivants car ils expriment leur ressenti, et d'autre part, que la présence importante des responsables au niveau des municipalités et aux niveaux du ministère de la jeunesse donne l'espoir qu'il est encore possible de construire, parce les problèmes principaux qui sont apparus dans l'étude baseline c'est l'absence d'une perception consensuelle permettant de savoir comment les jeunes peuvent participer dans les politiques publiques. Pour lui, tous les témoignages qui ont eu lieu dans ce forum convergent vers l'idée qu'il y a une faible participation des jeunes. Il explique que la démarche du projet est de construire et qu'il va donc falloir définir un point de départ consensuel, des indicateurs consensuels tels que le manque de confiance, la faible participation et les expliquer parce que tous les acteurs jeunes et tous les responsables sont d'accord que la situation actuelle n'est pas satisfaisante. Selon le consultant, pour améliorer cette situation, il faut une échelle de mesure. Cette mesure se décline en deux volet : une étude qualitative et une étude quantitative.

Béchir Lassoued expose l'étude qualitative issue de la rencontre des jeunes. Il explique qu'il s'est dégagé de la parole des jeunes les points suivants :

- insuffisance de digitalisation permettant un accès plus rapide aux informations utiles pour les jeunes ;
- prédominance des relations informelles et personnelles ;
- manque de reconnaissance de l'apport des jeunes et de la société civile et sa récupération.

Pour ce qui est de l'étude quantitative, elle a concerné 3 000 jeunes répartis sur 8 municipalités, environ 350 jeunes pour chaque municipalité :

- concernant l'accès à l'information, l'étude a relevé que 2/3 des jeunes pensent que les canaux permettant l'accès à l'information sont inadéquats et ne répondent pas aux aspirations des jeunes ;
- concernant la consultation des jeunes, l'indice moyen d'appréciation est faible : 39%, malgré cela, l'intervenant a tenu à souligner qu'il y a une volonté de la part des institutions publiques de consulter les jeunes d'une manière ou d'un autre et une amélioration de l'encadrement des maisons de jeunes envers les jeunes, mais que le ministère de la jeunesse et des sports n'a pas tous les pouvoirs pour répondre aux besoins des jeunes, tel que l'emploi.
- concernant la prise en compte des attentes des jeunes, l'intervenant a souligné que l'évaluation moyenne globale est très faible, elle ne dépasse pas les 9,39%. Le consultant a fait remarquer la forte disparité entre les communes par rapport à la moyenne de l'ensemble (12,84% pour El Aroussa vs 6,23% pour Ben Guerane) et la différence d'évaluation selon l'âge : les 18-24 ans ont une appréciation plus positive que les 25-35 ans (11,52% vs 7,90%).

Béchir Lassouaed continue son intervention en exposant les recommandations des jeunes enquêtés concernant le mode de leur représentation, en expliquant que les modes de représentation des jeunes qui reviennent le plus fréquemment sont le comité ou conseil représentatif des jeunes (32%), la consultation périodique et régulière des jeunes (23%) et via la société civile (21%).

L'intervenant termine son exposé par une synthèse dans laquelle il explique le processus de la participation. Selon lui, il s'agit de l'offre et de la demande. Aujourd'hui, les jeunes ne participent pas parce qu'ils ne trouvent pas les réponses à leurs demandes qui ont pour la plupart un caractère économique, d'autant plus que les institutions concernées par la question de la participation des jeunes n'ont pas de solutions sur le plan économique. Pour ce qui est des moyens de participation, Béchir Lassouaed estime qu'un outil ne vaut que par la manière dont on se sert, c'est-à-dire que tous les moyens présentés sont bons sur le plan théorique, mais sur le plan pratique, quand un jeune n'a pas de moyens de transport pour se déplacer pour assister aux réunions, quand il n'a pas de réponse à ses besoins, tous ces outils, tels que le PAI (plan annuel d'investissement) et tout le reste, ne peuvent pas être efficaces.

III.2. Présentation des principaux résultats de l'étude de l'inventaire et d'analyse des mécanismes de participation des jeunes dans les municipalités partenaires du projet Fe3il.a

III.2.1. Fayçal Dchiha : il faut passer de la consultation à la concertation



Fayçal Dchiha a commencé son intervention en expliquant l'objectif de cette étude qui est la réalisation d'un inventaire et d'une analyse des mécanismes et des pratiques de participation et de consultation des jeunes, notamment ceux en situation de vulnérabilité, dans chaque municipalité partenaire afin de renforcer leur

participation à la vie publique locale et à la prise de décisions.

D'après le consultant, le premier constat qui concerne les 9 municipalités est que :

- parmi les 9 municipalités, 2 d'entre elles ont été récemment créées ;
- la moyenne d'habitants dans les 9 communes est de 36 000 habitants ;
- 7 communes ont un site web, dont 1 site qui ne fonctionne pas ;
- les 9 communes ont une page Facebook, mais le problème réside dans la manière de diffuser l'information, y compris sur le plan de la forme : le message doit être attractif pour pousser les jeunes à le lire, dit-il.

Par ailleurs, l'intervenant souligne que :

- seules 5 communes ont un répertoire des composantes de la société civile afin de pouvoir faire participer le tissu associatif aux réunions municipales ;
- la moyenne des scores de performance, c'est-à-dire de l'évaluation du rendement des 7 communes (les 2 communes récentes ne sont pas concernées) est de 72/100 ;
- 34 mécanismes de participation ont été identifiés dans les 9 communes. Selon Fayçal Dchicha, il y a en réalité 11 mécanismes dont certains se répètent. Le mécanisme le plus connu est le PAI qui se doit d'être participatif.

L'intervenant rappelle que nombre de représentants des municipalités concernées par les projets affirment appliquer la démarche participative ; il explique alors que la participation n'est pas un but mais un moyen, ce dont les jeunes ont besoin, ce n'est pas la participation. Selon Fayçal Dchicha, le problème n'est pas le mécanisme ou la participation : lorsque la municipalité invite les citoyens, dont les jeunes à participer et que le projet est déjà prêt, à quoi sert cette participation, souligne-t-il ? Il explique qu'elle sert à légitimer le projet parce que les fonds ne sont opérationnels que sur la base de la participation des citoyens, dont les jeunes.

Selon le consultant, il existe une catégorisation des projets en 3 types :

- des projets administratifs ;
- des projets structurels ;
- des projets de proximité.

Fayçal Dchicha explique que pour chaque type de projet, il a été mis en place des formes et des mécanismes de participation qui soit disant vont de l'information à la consultation à la concertation. Le consultant souligne que les gens ont en marre de la consultation, car cette consultation se fait, en général, quand les projets ont déjà été décidés, juste pour avoir un avis, sans aucune garantie que cet avis va être pris en compte. Aujourd'hui, il faut passer de la consultation à la concertation dit-il. Et d'ajouter que c'est le projet qui pousse à choisir les mécanismes qui vont avec.

Fayçal Dchicha a été identifié 4 types de mécanismes :

- les mécanismes institutionnels : inhérents aux institutions publiques, tel que le PAI. Ils sont orientés vers le grand public ;
- les mécanismes normatifs qui sont pilotés, initiés par les bailleurs de fonds ou les organisations et qui sont orientés vers les jeunes, tels que les plans d'action jeunesse, les hubs ;
- les mécanismes volontaires ou spontanés c'est-à-dire des mouvements menés par les jeunes, tels que le cas de Jemna et d'Agareb où les jeunes ont créé leurs propres outils de participation dont lesquels il y a un objectif ;
- les mécanismes instrumentalisés.



III.3. Implication des jeunes dans une politique nationale

III.3.1. Donia Jemail : il n'y a pas de changement sans participation



Donia Jemail, coordinatrice de l'axe national du projet Fe3il.a, a commencé par exposer la pertinence du projet qui est vise l'inclusion des jeunes et les problématiques liées à la jeunesse dans les politiques et les systèmes de gouvernance régionaux et locaux de mise en œuvre des dites politiques. Elle a tenu à expliquer ce qu'est la politique publique, à savoir, la décision ou l'intervention du pouvoir qui a la légitimité publique dans une zone, une région ou au niveau de la nation. Par exemple, pour les décisions prises au niveau de la startup Act, il s'agit ici d'une politique publique qui facilite l'entrepreneuriat aux jeunes et au secteur privé, explique-t-elle. Ces décisions proviennent du niveau local à travers la concertation et l'écoute des jeunes, du secteur privé et de la société civile et du retour d'information qui provient du pouvoir local.

Pour ce qui est de l'appui institutionnel, l'intervenante focalise sur la politique nationale en faveur des jeunes. Selon elle, la participation se fait par le biais de tous les moyens qui permettent la prise en considération de la diversité des jeunes et les thématiques qui les concernent, aussi bien à travers la concertation au niveau régional et local, qu'au niveau national en utilisant les moyens digitaux et les consultations électroniques. Elle déclare qu'à travers le recueil de toutes les informations, au niveau national, le projet accompagne le ministère de la jeunesse et des sports, en coordination avec les bailleurs de fonds, et tous les ministères concernés par les sujets de la jeunesse. Le but est d'assurer les mécanismes d'intégration des jeunes dans la prise de décision, ainsi que l'inclusion des thématiques qui intéressent les jeunes dans les politiques publiques et les programmes publics. Donia Jemail explique qu'il s'agit d'un travail qui fait appel à des comités techniques dans les ministères concernés par les jeunes, tout en assurant une coordination avec la présidence du gouvernement à travers le groupe interministériel de la jeunesse (GIJ). Et de continuer que les politiques publiques locales qui seront appliquées et réussies seront proposées au niveau central, et là, le conseil des ministres GIJ pourra décider de leur application au niveau national, - mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas une approche participative pour les jeunes à ce niveau-là.

L'intervenante termine en racontant sa propre expérience relative à une pièce de théâtre réalisée par l'association Ado+. Elle relate qu'une fille a dit une chose très importante : « il n'y a pas de changement sans participation ». Elle estime que les jeunes ont raison, et dit avoir retenu 2 choses de leurs témoignages au Forum : « les jeunes doivent être une partie de la solution » et « c'est une responsabilité partagée ». Elle dit être consciente que les jeunes sont désillusionnés et ne croient plus en rien, mais elle rappelle aux jeunes que leur participation est essentielle et fondamentale et que ce projet est une main tendue au dialogue et à la participation effective.

IV. Troisième séance : initiatives pour et avec les jeunes

IV.1. Témoignages de jeunes promoteurs diplômés des instituts supérieurs du sport et de l'éducation physique

Il s'agit de voir ici à quel stade de leur projet, les jeunes appuyés par Fe3il.a sont parvenu.e.s

A. Mohamed Amine Boutaleb : une salle de sport tournée vers l'innovation sportive

Mohamed Amine Boutaleb, 29 ans, originaire de Tataouine, diplômé : master en préparation physique, présente son projet relatif à une salle de sport tournée vers l'innovation sportive. Il commence par dire que son projet est spécial car il se distingue d'une salle de sport traditionnelle. Il explique que dans son projet, il s'agit d'organiser des événements à l'extérieur, avec les familles, les enfants, les femmes en fonction des spécificités de la région afin de valoriser le patrimoine de Tataouine, en associant le sport à la culture. Il déclare avoir fait l'étude du projet, l'étude du marché, l'étude de l'emplacement qui est au centre-ville, là où il y a une densité de la population importante et l'étude des besoins : le loyer du local, les bénéfices selon l'estimation du chiffre d'affaires. C'est un projet qui va créer de l'emploi puisque d'autres jeunes diplômés en sport et éducation physique vont être recrutés, assure-t-il. Il dit être fier de lui-même parce qu'il s'est fait tout seul sur le plan scientifique, culturel et sur le plan des relations. Il affirme, qu'il est actif auprès de la société civile et dans le bénévolat, depuis 2009. Il finit par dire que si le jeune veut arriver à s'en sortir il peut le faire, de la même manière l'administration tunisienne si elle veut aider les jeunes, elle peut le faire.

B. Wejdene Labid : une salle de sport pour les femmes et les enfants autistes/troubles de l'apprentissage

Wejdene Labid, 28 ans, originaire de Métline, délégation de Ras Jbel, gouvernorat de Bizerte, enseignante d'éducation physique depuis 2017, présidente de JCI (Jeune Chambre Internationale) Métline en 2018. Elle déclare avoir beaucoup travaillé au sein de la société civile, ce qui lui a donné confiance en elle-même. Elle affirme qu'elle a rempli le dossier de soumission au projet Fe3il.a confiante et a fini par être retenue pour ce projet. En ce qui concerne les procédures, elle souligne qu'elle est en train de suivre une formation avec la protection civile pour obtenir un certificat de protection du local qu'elle a déjà loué à Métline. Elle explique que son projet est une salle de sport pour les femmes et les enfants, notamment, ceux qui ont des troubles de l'apprentissage et les autistes. Ces derniers ont besoins de séances individuelles et de programmes adaptés pour qu'ils puissent par la suite, s'intégrer avec les autres enfants, souligne-t-elle. L'équipe se compose d'elle-même, d'un autre coach et d'une assistante. Elle souligne qu'à Métline il n'y a pas d'endroit pour accueillir les femmes, donc elle pense qu'à l'ouverture de sa salle de sport, elle aura jusqu'à 200 femmes qui viendront s'y inscrire. Mais pour elle, le plus important est que ses futurs adhérents soient satisfaits de ses services, dit-elle.

C. Borhène El Frioui : une salle de sport multi spécialités

Borhène Frioui, 27 ans, originaire de la délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan, enseignant d'éducation physique. Il commence par promettre que les personnes qui travailleront avec lui n'auront pas un salaire aussi misérable qu'il a eu lui-même pendant ses expériences professionnelles dans le secteur privé. Il explique qu'il a soumis sa candidature au projet Fe3il.a au moment du deadline tant il n'y croyait pas. Il souligne qu'il est passé par des moments difficiles, s'est présenté à des concours et n'a pas été retenu, c'est pourquoi il a travaillé dans une boulangerie avec de horaires improbables, même s'il dit avoir beaucoup appris de cette expérience, il lui reste un goût amer. Il continue en rappelant qu'il a travaillé aussi dans la coiffure. Son message aux jeunes est de travailler, d'œuvrer, de ne pas attendre que les choses viennent à eux. Il dit ne pas défendre l'État, mais la réalité c'est que l'État n'a plus de moyens. Pour lui, il faut que les jeunes sachent ce qu'ils veulent, et que l'immigration n'est pas la seule solution qui existe : les jeunes peuvent se lancer dans des projets, insiste-t-il. Il explique que sa salle de sport est située à Sbikha, à proximité de la maison de jeunes, du lycée et d'une école, elle comprend plusieurs spécialités : taekwondo karaté et gymnastique. Selon lui à Sbikha, il y a environ 19 200 jeunes entre 15 et 29 ans qui n'ont pas où aller, à part au café. Il ajoute qu'il travaille aussi en faveur des femmes qui n'ont pas où aller à Sbikha, puisqu'elles ne vont même pas au café. Il termine par lancer un appel en disant qu'à Sbikha, il y a 75 000 habitants et zéro espace vert, c'est pour cela que son projet est destiné aux enfants, aux personnes âgées et aux femmes.

D. Emna Chorfi : salle de sport pour les enfants autistes/problème de l'apprentissage/hyperactifs et les femmes en surcharge pondérale

Emna Chorfi, 26 ans, originaire de Jendouba, diplômée en éducation physique, entraîneuse de handball explique que son projet est une salle de sport pour les enfants qui ont des problèmes d'apprentissage, les



autistes, les hyperactifs et les femmes obèses. Elle dit être au stade de l'aménagement du local à Cité Chorfa. Elle dit être confiante, d'autant plus qu'elle ne pensait pas être acceptée dans le projet Fe3il.a. Elle déclare faire de la publicité à son projet, et que les gens ont très réceptifs vu qu'à Jendouba, il n'y a pas de clubs et d'associations pour les enfants ayant des problèmes d'apprentissage.

E. Achraf Grandi : une salle de sport adaptée aux besoins de chaque individu

Achraf Grandi, enseignant d'éducation physique, diplômé : master en préparation mentale, doctorant en préparation mentale et innovation, son projet est basé sur la création de besoins chez l'individu, c'est-à-dire qu'il travaille sur l'aspect mental et physique en même temps et les catégories ciblées sont toute la population, les enfants hyperactifs qui ont besoin d'un soutien psychologique, et les personnes qui ont eu un accident, qui ont des douleurs. Il dit que ces personnes ont besoin d'un renforcement : il s'agit de sport adapté à chaque individu, c'est cela le concept dit-il, en expliquant que le sport est adapté selon le besoin, comme si c'était un programme de réhabilitation. Il souligne que l'équipe sera composée de coaches et de chercheurs. Il précise que la salle de sport se trouve aux alentours du Bardo, à Tunis et qu'il est très confiant.

F. Hedi Mosbeh : un projet innovateur qui allie sport et tourisme sportif

Hedi Mosbeh, 34 ans, originaire de Kerkennah, diplômé en 2014 en éducation sportive et physique, précise que son projet est innovateur, parce qu'il allie sport et tourisme sportif. Il s'agit d'une agence d'organisation des événements sportifs : randonnées, camping, etc. Il dit avoir commencé depuis 2014, qu'il a visité toute la Tunisie et a relevé de très beaux sites, malgré cela, il précise que personne n'est jamais venu faire du camping à Kerkennah, c'est pour cela qu'il a voulu se spécialiser dans les îles Kerkennah, même si son domaine d'activité s'étend à toute la Tunisie. Il dit avoir loué le local de l'agence et explique qu'il organise les séjours des personnes qui se rendent à Kerkennah, de l'hébergement à l'organisation de tout un programme d'activités et précise qu'il a des partenaires pour la location de matériel pour le kayak, le VTT, la plongée apnée. Il adresse un message aux jeunes en précisant qu'il a eu un accident en 2013, l'année de sa licence, et montre les phalanges, de 2 doigts de sa main, coupées. Il explique que suite à cet accident, il a failli arrêter ses études et est parti travailler en tant que maçon. Il souligne qu'il a eu le soutien de sa famille et a pu terminer ses études. Il raconte avoir voulu partir travailler à l'étranger dans le domaine du sport mais que sa candidature a été refusée à cause de sa blessure à la main. Il a alors voulu travailler auprès du ministère de l'intérieur, de la protection civile, pour aider sa famille, mais sa candidature a été refusée à cause de son accident. Il explique avoir passé sa vie à chercher des occasions : il est parti en France et est revenu parce qu'il veut travailler dans son pays. Il termine son témoignage en disant souhaiter avoir un soutien de la part de l'État et souhaiter que les pouvoirs locaux encouragent les jeunes.

IV.2. Témoignage des jeunes issu.e.s de la municipalité de Smar



Le projet Fe3il.a a financé l'aménagement d'un terrain mini foot à Smar. Les jeunes de Smar apportent leur témoignage concernant le sport et le terrain de mini foot. La question qui leur est posée est celle de savoir quelles sont les attentes des jeunes par rapport à ce terrain qui est en voie d'être achevé.

A. Othmen Raouane : former des entraîneurs en vue d'encadrer les talents de demain

Othmen Raouane, 29 ans, originaire de Smar à Tataouine, actif auprès de la société civile et trésorier dans un club de football à onze, est content d'être là, il est content de voir que le projet est en train d'être réalisé. Il estime que ce projet va aider tout le monde, parce qu'avant, les joueurs faisaient un déplacement de 45 km pour accueillir les autres clubs de mini foot, là ils vont pouvoir les accueillir à Smar. Il souhaite que Smar forme des entraîneurs en vue d'encadrer les enfants et avoir de bons joueurs, des talents. Cela pourrait créer du travail, comme pour les entraîneurs par exemple.

B. Achraf Brini : les jeunes ont beaucoup d'idées à apporter à la gestion du terrain de mini foot

Achraf Brini, 22 ans, BTS commerce international, actif auprès de la société civile, commence par remercier l'Union Européenne et l'État tunisien. En ce qui concerne le terrain, il dit que les travaux ont avancé et que le terrain sera bientôt prêt. Selon lui, le problème est la gestion de ce terrain de mini foot, car il souligne qu'eux en tant que jeunes, ils veulent contribuer à la gestion de l'infrastructure. Il ne voudrait pas que ce soit comme à l'accoutumée que la municipalité soit la seule qui s'occupe de la gestion du terrain. Il estime que les jeunes ont beaucoup d'idées à apporter à la gestion du terrain, par exemple organiser d'autres activités sportives. Il termine par lancer un appel aux responsables présents, car le stade est dépourvu d'éclairage ; il souhaite que le stade soit éclairé. Par ailleurs, il souligne que le sport féminin ne peut se faire que s'il y a des vestiaires, or, ce n'est pas le cas. En effet, il est précisé que le budget alloué à l'aménagement du stade, n'a pas permis de doter la structure de l'éclairage et d'un vestiaire pour les femmes. Il finit par adresser un message aux représentants du ministère de la jeunesse et des sports : il souhaite attirer l'attention des responsables sur la maison de jeunes de Smar, car selon lui les activités sont insuffisantes, il n'y a ni un professeur de musique, ni de théâtre, il n'y a rien. Il a mal pour sa région, car il voudrait que les enfants de sa région puissent rêver comme tous les enfants de la Tunisie.

C. Rabeb Fellah : le sport permet de dégager les énergies négatives

Rabeb Fellah, bientôt technicienne supérieure en technique de protection électronique. Elle estime être une future chômeuse, comme ceux/celles qui ont eu le diplôme avant elle et l'auront après elle. Selon elle, le stade est la seule et unique soupape pour respirer à Smar, et cela ne concerne pas uniquement la femme. Elle déclare que le sport, en général, permet de dégager les énergies négatives, en évitant de s'orienter vers la violence dans la rue. Par le biais, d'un terrain de sport, il est possible d'éviter la violence et de former les jeunes d'un point de vue sportif dit-elle.

IV.3. Témoignage des responsables de Smar

IV.3.1. Taher Nagadh : des projets sportifs pour impliquer les jeunes dans le développement local



Taher Nagadh, commissaire régional de la jeunesse et des sports de Tataouine, a commencé par remercier les organisateurs et les différents acteurs impliqués dans ce projet, en particulier les jeunes qui sont intervenu.e.s et qui, selon lui, ont les solutions. Selon lui, la Tunisie ne nécessite pas des solutions venant de l'étranger : il faut juste donner l'occasion aux jeunes pour qu'ils puissent participer. Il explique aux jeunes que les responsables croulent sous le travail, qu'il faut qu'ils aillent frapper à leur porte et qu'ils sont les bienvenus à tout moment. Concernant le projet du terrain de mini foot de Smar, il rappelle qu'initialement le stade devait se trouver au centre de Tataouine, mais il a été déplacé à Smar, parce que la ville de Smar est distante environ 45 km de l'emplacement du gouvernorat et parce qu'à Smar il y a une équipe professionnelle de mini foot qui est obligée à chaque fois de parcourir 45 km pour jouer. Il a tenu à signaler qu'à Smar il y a une équipe féminine de football qui a remporté la coupe de Tunisie scolaire, mais que cette équipe ne bénéficie d'aucun encadrement. Il annonce que l'année prochaine, il sera créé une équipe de football féminine à Smar et rappelle que la municipalité de Smar est en train d'investir dans l'infrastructure sportive, telle qu'une salle de sport et des gradins dans le stade de Smar. Il espère que ces projets pourraient faire en sorte que les jeunes ne quittent plus Smar qui est connue pour son exode et deviennent acteurs dans le développement local.

IV.4. L'engagement du projet Fe3il.a en faveur d'associations de jeunesse

Moez Attia, expert en gestion des projets associatifs explique qu'en ce qui concerne l'engagement du projet Fe3il.a en faveur des associations de jeunesse, il s'agit essentiellement de soutenir la société civile qui s'intéresse aux jeunes à travers 2 volets :

- le premier volet est le renforcement des capacités des jeunes, y compris les jeunes qui se lancent dans la gestion de projets ;
- le deuxième volet concerne la citoyenneté, et les outils de la démocratie participative au niveau des municipalités.

L'intervenant explique qu'un appel à candidature a été lancé, et que 83 associations ont participé, parmi lesquelles 30 initiatives associatives ont été retenues et ont bénéficié d'une formation. Il affirme qu'à travers ce projet, il s'agit de s'adresser à toutes les associations situées dans les différentes régions de la Tunisie et qui représentent aujourd'hui plus de 13 gouvernorats, et de continuer que ces associations ont juste envoyé une idée et qu'ensuite une session de formation leur a été adressée de manière que ces associations puissent passer de l'idée de projet à un projet effectif. Il explique que dans quelques semaines les conventions seront signées et la première tranche de la subvention sera débloquée pour que les associations commencent à travailler. L'intervenant déclare qu'il s'agit d'une expérience modèle dans la gestion des projets associatifs et précise qu'il y aura également d'autres associations : des partenaires d'exécution qui ont plus d'expertise dans le domaine de la société civile et qui vont aider les associations nouvellement créées dans l'exécution des microprojets et assureront l'accompagnement et le coaching de ces associations. Il explique que le projet Fe3il.a a commencé avec un premier lot de 30 associations et l'année prochaine il y aura un deuxième lot avec 30 autres associations, en soulignant qu'il s'agit de tout un système avec des initiatives des jeunes. L'intervenant a terminé son exposé en précisant que la subvention pour chaque association est de 45 mille dinars.

IV.5. Interventions de responsables relatives à leurs expériences en matière de participation et de gouvernance locale

A. Imène Fehri : en Tunisie il y a de belles expériences pour lesquelles il n'y a pas d'évaluation

Imène Fehri, présidente de l'arrondissement de Sidi Daoud La Marsa et présidente de la commission démocratie participative et gouvernance ouverte, commence par remercier les jeunes actifs auprès de la société civile, et explique que si elle est arrivée au conseil municipal à travers une liste indépendante c'est grâce à sa participation à la vie publique qui a commencé en 2013. Elle regrette qu'en Tunisie il y ait de belles expériences pour lesquelles il n'y a pas d'évaluation. Elle explique qu'aujourd'hui on est en train de parler de la participation des jeunes dans la vie publique alors qu'en 2018 à travers un plaidoyer, il a été possible d'avancer l'âge de la candidature aux municipales de 23 à 18 ans et d'imposer que le troisième candidat.e de la liste électorale aux municipales soit obligatoirement un.e jeune. Elle précise que c'est ainsi que le taux de participation des jeunes dans les conseils municipaux a atteint un score satisfaisant. Et depuis plus personne ne s'intéresse à la participation des jeunes dans la vie publique et personne n'est en train de suivre



le cheminement de la décentralisation, alors que les jeunes souffrent dans les municipalités, déplore-t-elle. Elle affirme qu'aujourd'hui on n'arrive même pas à 15% des jeunes dans les conseils municipaux, parce que tous les jeunes ont démissionné car il.elle.s vivent financièrement dans des conditions précaires, ce qui pourrait mener vers la corruption.

B. Yassine Trabelsi : les municipalités, même dans un contexte de gouvernance locale ne peuvent pas avancer sans budget

Yassine Trabelsi, fonctionnaire auprès de l'université des sciences juridiques, président de l'association du festival huile d'olive Medjez El-Bab et secrétaire général de l'union régionale des personnes non-voyantes à Béja, estime que sur le plan de la gouvernance locale au niveau des municipalités, chaque projet qui est présenté connaît des entraves de la part du fonctionnaire à travers le contrôle des dépenses, en plus du morcellement de la prise de décision qui ne favorise pas les politiques publiques en créant des cloisonnements. Il affirme que les municipalités, même dans un contexte de gouvernance locale ne peuvent pas avancer sans budget.

C. Kamel Lahmar : Smar œuvre pour les jeunes en donnant la priorité au développement local

Kamel Lahmar, président de la commission finances auprès de la municipalité de Smar, souligne que la municipalité de Smar œuvre pour les jeunes en donnant la priorité au développement local et en préservant le financement public en faveur des associations : association sportive du mini foot et d'autres associations sportives. Il s'agit pour lui de travailler avant tout pour les jeunes.

D. Habib Smaoui : changer les mentalités des responsables

Habib Smaoui, représentant du ministère de l'économie et du développement, estime que les jeunes sont les artisans du changement. Il affirme que le changement n'est pas facile, il commence par les mentalités. Et d'expliquer qu'il est possible d'opérer un changement de la mentalité du responsable qui a 55 ans à travers les pressions et les propositions. Il insiste qu'il faut aller frapper aux portes car les responsables sont au service des citoyens et des jeunes. Il faut que tout le monde participe à la construction de notre pays, conclut-il.





V. Clôture du forum

A. Touhami Rhaïem : la voix des jeunes sera mieux entendue au niveau local à travers la société civile

Touhami Rhaïem explique qu'il a géré beaucoup de projets à travers le monde, dans des pays beaucoup plus difficiles que la Tunisie. Il explique que quand il compare la Tunisie à certains pays, il constate que la Tunisie a une administration publique bien organisée et estime que c'est l'administration publique qui a tenu le pays ces dernières années avec les moyens de bord et au travers des crises, des récessions économiques et des moyens financiers très limités. Il affirme que ce qu'il a appris lors de ce forum c'est que la voix des jeunes et la démocratie sont très importantes, et salue le courage et la confiance des jeunes. Touhami Rhaïem dit ne pas avoir vu cela dans d'autre pays, car cela fait partie de la culture typiquement tunisienne : parler, lever la main, critiquer respectueusement et porter sa voix au plus haut niveau. Il rappelle qu'il y a des mécanismes au niveau local qui existent qui ne sont peut-être pas parfaits, mais que la voix des jeunes sera mieux entendue et écoutée au niveau local si ces derniers s'organisent à travers la société civile et des associations qui les représentent et qui parlent en leur nom.

Au niveau national, Touhami Rhaïem commence par remercier le ministère de la jeunesse et des sports, principal partenaire de ce projet et complimente les cadres du ministère pour leur travail. Il raconte ensuite, que dans le cadre du projet, des appels à proposition pour des microprojets ont été lancés : des milliers de candidatures ont été reçues et que le tri des dossiers s'est transformé en gestion de crise pour savoir comment gérer ces candidatures parce que les moyens sont limités et les besoins sont illimités, dit-il.

Il insiste pour expliquer aux jeunes que l'administration publique au niveau local n'est pas un ennemi et que les ministères au niveau national ne sont pas des adversaires : ils sont payés par l'argent du contribuable.

B. Maha Zaoui : le rôle des responsables est de restaurer la confiance des jeunes

Maha Zaoui estime que tout le contenu présenté lors du forum peut changer beaucoup de choses. Elle pense que les universités doivent préparer les jeunes à l'entrepreneuriat. Elle dit avoir beaucoup appris des jeunes ; ce qui va permettre aux responsables de se remettre en question et de repenser la manière d'interagir et de communiquer avec cette population. Elle déclare que le rôle des responsables est de restaurer la confiance chez les jeunes. Elle souligne que ce projet a créé une dynamique positive sur le plan de la communication avec les jeunes, notamment dans le domaine sportif, y compris, le sport féminin. Par rapport aux projets, elle estime que nous sommes sur la bonne voie ; c'est pourquoi, selon elle, il faut garder cet élan. Elle rappelle également que ce projet est prioritaire pour le ministre de la jeunesse et des sports.



CILG-VNG International
Immeuble IRIS - Rue du Lac Malaren,
3^{ème} étage, Les Berges du Lac -1053, Tunisie
Tél : + 216 71 860 243
Fax : + 216 71 860 242
facebook.com/Fe3il.a/
jeunesse@cilg-international.org